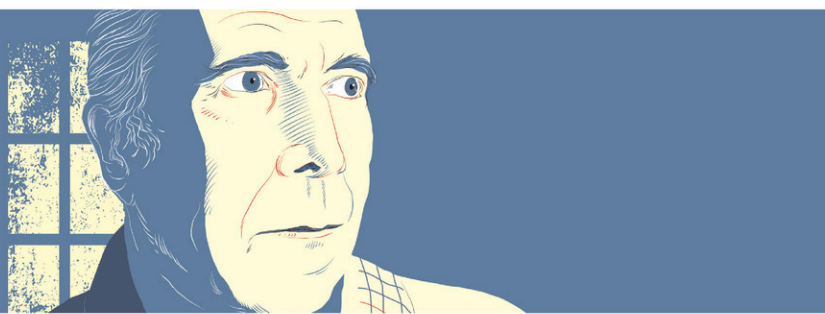


Un réseau de la santé soumis à une forme perverse d'autorité



**Le Devoir de philo** Gérard Mendel et le pouvoir autocratique de Barrette Page B 10

**Présidentielle russe**  
Fin de campagne dans la ferveur patriotique Page B 4

**Michel David Bouchard** le négociateur et les médecins spécialistes Page B 5

# PERSPECTIVES

CAHIER B > LE DEVOIR, LES SAMEDI 17 ET DIMANCHE 18 MARS 2018



ILLUSTRATIONS ISTOCK

## Le décryptage du visage humain

De nombreux chercheurs se penchent sur « l'informatique affective » pour adapter le comportement des logiciels aux plus fines expressions

En quête des codes secrets du visage, de l'Antiquité à Disney, la fascination pour les expressions imprimées dans nos traits s'étend à toutes les sphères d'activités, de la sécurité à la publicité. Où en sommes-nous? Et jusqu'où voulons-nous aller?

SARAH R. CHAMPAGNE

La détection des visages et la reconnaissance faciale sont des technologies déjà largement utilisées et elles se raffinent chaque jour grâce à l'intelligence artificielle. Plus encore, c'est maintenant l'analyse des émotions et leur reproduction sur des avatars virtuels ou robotisés qui sont en vogue.

Accepteriez-vous qu'un panneau publicitaire puisse lire votre réaction à sa campagne? Ou que votre médecin tente de lire des signes prédictifs de la dépression sur votre visage? Des centaines de chercheurs se penchent en ce moment sur « l'informatique affective » pour adapter le comportement des logiciels aux plus fines expressions.

Ses usages sont aussi évidents en publicité ou dans l'industrie du divertissement. Des logiciels d'analyse des expressions sont notamment déjà largement utilisés dans la phase de test de jeux vidéo, avant leur sortie publique.

Mohamed Dahmane, du Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM), a commencé à s'y intéresser afin d'améliorer l'interaction entre le personnel soignant et les pa-

tients, en scrutant leurs réactions respectives.

En reconnaissance faciale, c'est-à-dire l'identification d'une personne, ce sont le plus souvent des données sur les traits du visage qui sont recherchées. Les modèles évaluent et enregistrent uniquement la « géométrie », la position des yeux par rapport au nez, ou encore la forme de la bouche.

L'analyse des émotions s'intéresse plutôt au mouvement entre ces mêmes éléments. Nombre de ces logiciels utilisent en fait le Facial Action Coding System — FACS pour les initiés —, une forme de nomenclature des mouvements faciaux, confirme M. Dahmane.

Ce modèle, conceptualisé dès la fin des années 1970 par le psychologue américain Paul Ekman, définit la surprise, la joie, le dégoût, la colère, la tristesse, la peur et le mépris comme des émotions universelles. Cet outil décompose le visage en codes, ou « unités », pour catégoriser et décrire les contractions et autres actions du visage nécessaires pour produire une émotion. Par exemple, lever la partie intérieure des sourcils est associé à l'unité AU1, presser les lèvres à AU24.

Ainsi codés, les mouvements s'insèrent facilement

dans les algorithmes. « On en était à l'analyse en laboratoire, mais on cherche maintenant à faire l'analyse de visages pris n'importe où. Le défi, c'est quand les visages sont tournés ou lorsque les yeux ne sont pas alignés, etc. », décrit M. Dahmane.

### Détection et reconnaissance

À défaut de pouvoir lire finement et reproduire les émotions, la détection et la reconnaissance faciales permettent déjà de déverrouiller les appareils Apple, d'ouvrir des portes dans une zone sécurisée et bientôt de passer les postes de sécurité de l'aéroport de Dubaï sans même s'arrêter.

Lors du renouvellement de votre passeport au Canada, votre photo est déjà comparée à une large base de données pour vérifier si vous êtes bien la personne que vous prétendez être, et non pas un criminel recherché.

À l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal, les nouvelles « bornes d'inspection primaire » installées l'automne dernier par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) vous croquent aussi le portrait, pour le comparer à la photo de votre passeport.

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada s'est inquiété du sort des « faux positifs », tout en pressant l'ASFC de justifier son



choix. Dans ses lignes directrices de juin 2016, l'organisme soulève une question centrale, à savoir si la reconnaissance faciale comporte plus d'avantages que de risques pour la vie privée.

### Tout à montrer

Facebook a annoncé en décembre dernier qu'il aviserait dorénavant ses utilisateurs si une photo d'eux est publiée sur le réseau social, même si l'auteur de la publication ne l'a pas étiquetée. C'est un indice que le géant a franchi une étape de plus dans la reconnaissance faciale, puisque ses algorithmes réussissent à jumeler les photos avec plus de fiabilité, sans même l'intervention de vos « amis ».

Le géant du Web « en fait son activité depuis des années déjà », signale la professeure à l'UQAM Marie-Jean Meurs. La base de données de Facebook est puissante puisqu'en plus des images, elle contient des montages d'information « qui permettent de faire des infé-

rences à un niveau que la plupart n'imaginent même pas », ajoute M<sup>me</sup> Meurs.

Parmi les meilleurs usages possibles, elle donne en exemple celui d'un urgentologue qui souhaiterait avoir accès en quelques secondes au dossier médical d'un patient avec un logiciel qui l'aurait identifié. En santé, les traits du visage pourraient aider au diagnostic de maladies rares, notamment le syndrome de Mabry, a trouvé une équipe de l'hôpital universitaire de Bonn.

La reconnaissance faciale « n'est pas encore miraculeuse », admet tout de même la professeure. Cette spécialiste de l'intelligence artificielle explique néanmoins que la combinaison de la puissance de calcul accrue des ordinateurs, du *hardware*, combinée aux masses de données — dont la compilation est facilitée notamment par le format fixe imposé sur Facebook — permet à la reconnaissance faciale de progresser rapidement. « On se dit souvent : "Je n'ai rien à cacher." Ce n'est pas parce qu'on n'a rien à cacher qu'on a tout à montrer », conclut-elle sur une note prudente.

« Outre le risque de perte ou de vol de données auquel elle est exposée, l'organisation qui détient votre photo aujourd'hui pourrait aussi la partager ou la vendre à une autre organisation pour des fins différentes de celles auxquelles vous aviez pensé à l'origine », écrit quant à lui le Commissariat à la protection de la vie privée.

Le Devoir

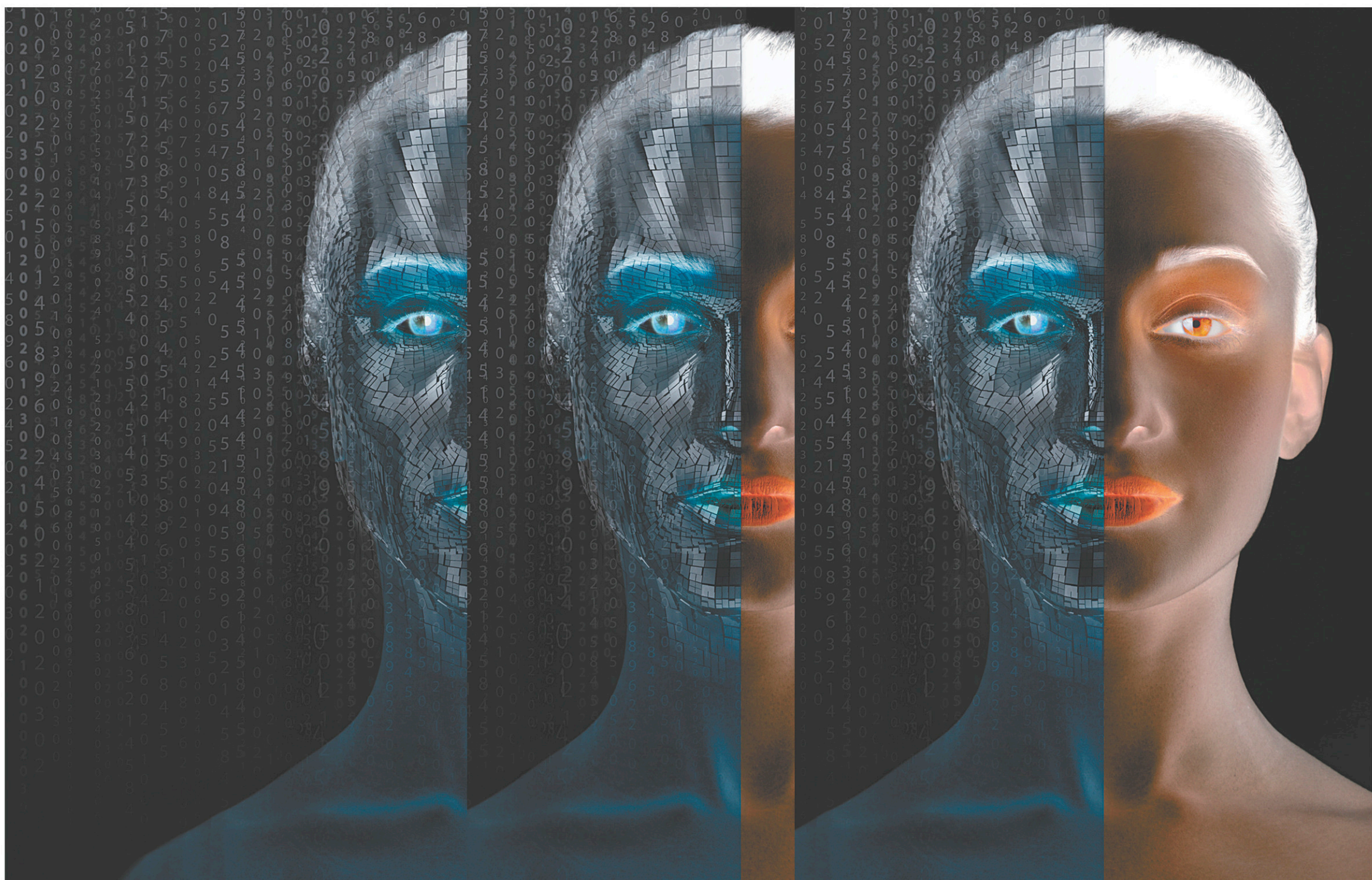
### Le consentement, quel consentement?

La notion de consentement éclairé « n'est plus suffisante pour garantir l'acceptabilité d'utilisation des nouvelles technologies », affirme le professeur Jocelyn Maclure, président de la Commission de l'éthique en science et en technologie. La reconnaissance faciale contourne la notion même de consentement, notamment dans le cas de vidéosurveillance dans des lieux publics. « Il ne faut pas se leurrer, très peu de gens vont lire [les formulaires de consentement d'utilisation], et même les experts ne savent pas à quoi ils consentent totalement », avance la professeure Marie-Jean Meurs. Le problème du consentement est aussi qu'il va « à l'encontre de la fluidité des opérations », que ce soit une transaction financière ou l'installation des applications. Et puisqu'on s'y heurte alors qu'on touche presque au but, les utilisateurs ont tendance à consentir rapidement sans se questionner. À la vigilance individuelle doit s'ajouter une action plus ferme des gouvernements, plaide-t-elle, pour appliquer « les lois dans toutes leurs dimensions ».

« En santé, les traits du visage pourraient aider au diagnostic de maladies rares »

Une équipe de l'hôpital universitaire de Bonn

# LA FACE CACHÉE



ILLUSTRATIONS ISTOCK

## L'humain, une autre de ces machines imparfaites

Certaines personnes souffrent d'une incapacité à reconnaître les visages

SARAH R. CHAMPAGNE

**L**a capacité à reconnaître en moins d'une seconde une voisine, un ami, une conjointe, son enfant et même son propre faciès n'est pas donnée à tout le monde. Cette simple opération cérébrale ne fonctionne tout simplement pas, ou déraile, chez les personnes souffrant de prosopagnosie, un trouble appelé *face-blindness* en anglais. À l'opposé, certaines personnes présentent plutôt des capacités de reconnaissance faciale hors du commun.

En marge du développement fulgurant des systèmes de reconnaissance et d'analyse des visages, l'avancement des neurosciences a permis d'approfondir l'étendue du savoir sur la capacité très variable de certaines personnes à reconnaître des visages.

Cela peut aller de ce collègue maladroit qui ne vous appelle jamais par votre nom dans un 5 à 7, à cette connaissance qui ne s'aperçoit pas que vous êtes assis dans la même salle d'attente chez le dentiste.

Le célèbre neurologue américain Oliver Sacks a largement décrit sa propre prosopagnosie en rapportant sa surprise occasionnelle d'apercevoir un inconnu dans un miroir (lui-même!). Inversement, il lui est arrivé de penser voir son reflet dans une vitre, alors que quelqu'un d'autre le fixait de l'autre côté.

En 1985, il a publié une étude de cas portant sur une personne atteinte du même trouble dont le titre se traduirait par *«L'homme qui a pris sa femme pour un chapeau»*. La non moins célèbre spécialiste des primates, Jane Goodall, aurait aussi été atteinte du même trouble, peinant à distinguer les visages autres que ceux de sa famille et de ses amis proches, par exemple. Elle aurait confié au Dr Sacks qu'elle avait du mal à distinguer les endroits les uns des autres et qu'elle se perdait fréquemment en forêt, pourtant son lieu principal de travail.

La prosopagnosie n'est pourtant pas un problème de vision, met en garde Daniel Fiset. «C'est plutôt comme la dyslexie, une incapacité à reconnaître les mots», signale ce spécialiste québécois, professeur de psychologie à l'Université du Québec en Outaouais.

### Étudier des sujets accidentés

Les cas de prosopagnosie les plus connus sont ceux survenus à la suite d'un accident ou d'une lésion cérébrale, assimilables à une forme «acquise» de la maladie, précise M. Fiset. Tout le monde a eu vent de victimes d'accidents soudainement incapables de reconnaître leurs proches.

Les méthodes d'imagerie cérébrale ont ce-

« Les gens souffrant de troubles de l'autisme peinent souvent à reconnaître les émotions sur les visages, et parfois même à déterminer le sexe d'une personne »

Daniel Fiset, professeur de psychologie à l'Université du Québec en Outaouais

pendant permis d'observer des sujets atteints des mêmes symptômes, sans présenter de lésions. Force est de conclure que certaines personnes naissent avec ce trouble, comme Sacks, et souffrent d'une forme congénitale de la maladie quand les médecins concluent que «tout est normal du point de vue structurel», explique le chercheur.

Causes génétiques? Déséquilibres chimiques dans le cerveau? «En fait, ce n'est pas du tout clair pour l'instant, explique-t-il, nous en sommes aux balbutiements dans ce domaine.»

Des hypothèses veulent que les zones cérébrales impliquées dans la reconnaissance faciale comportent moins de neurones, ou seraient mal «connectées» avec celles associées aux habiletés «sociales» du cerveau. «Ces régions sociales sont importantes pour que l'être humain s'intéresse aux visages», explique M. Fiset.

Dans le cas des patients présentant des lésions cérébrales, on recherche ce «qui est perdu». L'hypothèse privilégiée par ce médecin est que la région des yeux devient «difficile à traiter» pour le patient, et cette zone jouerait un rôle majeur dans la reconnaissance des visages.

«Vous savez, à la télévision, quand on veut masquer l'identité de quelqu'un, on cache la région des yeux avec une petite barre noire», illustre-t-il. La zone des yeux change moins que le reste du visage, notamment «parce qu'elle est moins mouvante, vieillit moins et comporte moins de peau molle ou de masse musculaire», avance le chercheur.

### Les superpouvoirs de reconnaissance

À l'autre bout du spectre, certaines personnes possèdent des capacités beaucoup plus élevées que la moyenne à reconnaître les vi-

sages. La police métropolitaine de Londres a notamment mis sur pied une équipe spéciale de super-physionomistes (*super-recognizers*). Les policiers de cette unité sont réputés capables d'identifier un suspect qui n'aurait été que brièvement aperçu.

Afin de scruter les milliers d'heures d'enregistrements provenant de la vidéosurveillance massive effectuée dans la capitale britannique, la police a retenu les services de six des meilleurs «reconnaisseurs» de visages, sélectionnés par des tests effectués par le psychologue Josh Davis, de l'Université de Greenwich. Depuis 2015, la brigade aurait identifié près de 3000 suspects, mais elle a décliné notre demande d'entrevue.

Quant à la Gendarmerie royale du Canada (GRC), elle n'a pas l'intention de mettre sur pied une telle unité, bien qu'elle «étudie la possibilité de se servir des logiciels de reconnaissance faciale», a répondu une porte-parole par courriel.

### Ça se soigne, docteur?

En tenant compte d'expériences aussi diversifiées, peut-on espérer entraîner les cerveaux des prosopagnosiques? «On ne le sait pas», admet le professeur Fiset, relatant les stratégies de compensation déployées par ces personnes qui deviennent de fins observateurs de la démarche d'une personne, de sa grandeur ou de ses cheveux et d'informations non spécifiques au visage, pour éviter «d'être mal à l'aise en situation sociale».

Certains de ses collègues travaillent également avec des personnes souffrant d'anxiété sociale associée à l'autisme. Les individus aux prises avec des troubles du spectre de l'autisme peinent souvent à reconnaître les émotions sur les visages, dit-il, et parfois même à déterminer le sexe d'une personne. «On observe s'ils s'améliorent quand on leur demande de regarder la région des yeux», propose-t-il.

La compagnie américaine Brain Power propose même un dispositif de lecture des émotions pour aider les personnes atteintes de troubles du spectre de l'autisme à «lire» leur interlocuteur. Il s'agit de lunettes, similaires aux lunettes Google, qui indiquent où porter son regard, pour bien fixer les yeux, et donnent des informations sur l'émotion ressentie par l'interlocuteur, grâce à un logiciel d'analyse (voir notre texte principal).

La technologie se prête alors au jeu d'entraînement des «cerveaux avec des différences», comme l'annonce l'entreprise. Une chose reste certaine, ni la machine ni l'humain ne sont infaillibles.

Le Devoir



## 3000

C'est le nombre de suspects identifiés depuis 2015 par six des meilleurs «reconnaisseurs» de visages, qui ont scruté les milliers d'heures d'enregistrements provenant de la vidéosurveillance massive de Londres.

# DU VISAGE HUMAIN

## Des têtes de criminels?

Depuis toujours, l'être humain tente de scruter l'âme à travers le faciès

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

L'œil de Dieu, l'œil qui jamais ne se ferme, ce regard qui voit tout : voici un symbole ancien qui traduit un vieux fantasme humain de tout surveiller pour mieux encadrer et punir. Cet œil de Dieu, tout-puissant, prend dans la peinture classique la forme d'un rayon ou d'un regard qui, depuis le ciel, écarte les nuages comme un judas pour scruter les mouvements du monde. C'est, au fond, le désir humain d'anticiper le geste des autres pour assurer son pouvoir qui est ainsi projeté dans une figure divine.

Entre ce fantasme de l'œil divin et les systèmes modernes de reconnaissance faciale, on peut tracer une filiation historique incontestable qui tient à l'idée millénaire que le visage constitue le miroir de l'âme. Cicéron y croyait déjà, un siècle avant l'ère chrétienne. La méchanceté intérieure est censée se refléter dans les traits du visage, voire dans la forme du crâne.

### Dépister les filous

Cette vieille croyance triomphe une première fois au XIX<sup>e</sup> siècle avec l'anthropologie criminelle, qui vise non seulement à prévenir le crime, mais à faciliter l'arrestation des criminels.

Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'écrivain suisse Johann Kaspar Lavater (1741-1801), ami de Goethe, développe la physiognomonie, une méthode fondée sur l'idée que l'apparence physique d'une personne, en particulier les traits de son visage, peut traduire son caractère ou sa personnalité. Ce n'est au fond que la suite de la météopscopie, une forme de divination présente dès l'Antiquité qui consiste à cerner la personnalité et l'avenir d'un sujet à partir de l'observation des lignes, des rides et de la structure de son front.

### Têtes de Turc

Ensuite, la phrénologie se répand en Europe, portée par les thèses du médecin allemand Franz Joseph Gall (1758-1828) et du Britannique Thomas Forster (1789-1860). Cette théorie veut que les bosses du crâne permettent de lire le caractère d'un individu, donnant un vernis scientifique à la vieille idée selon laquelle « le visage est le miroir de l'âme ».

Puis surgit l'anthropologie criminelle de Cesare Lombroso (1835-1909), fondateur de l'école italienne de criminologie, très célèbre en son temps, qui défend à compter de 1876 la thèse qu'il existe des « criminels nés », reconnaissables selon leur physique.

En France, Alphonse Bertillon (1853-1914) inventera l'anthropométrie judiciaire. Le système Bertillon, adopté en Europe et en Amérique, permet d'identifier les individus en réalisant des fiches où la photographie du visage, de face et de profil, occupe une place centrale. Bertillon, sceptique devant l'ajout d'empreintes digitales dans les fiches signalétiques, est resté convaincu de la supériorité de l'identification faciale.

### Méto, boulot, photo

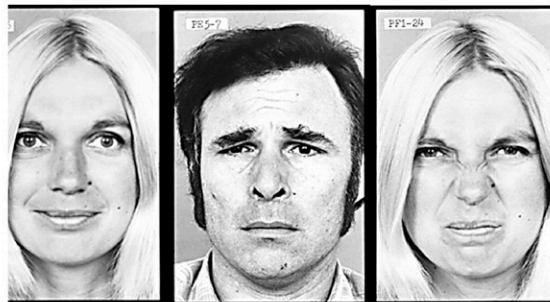
De la reconnaissance faciale dans le métro aux caisses automatiques des supermarchés, ou pour contrer le vol ou le terrorisme : les technologies d'identification du visage sont désormais utilisées tous les jours grâce aux développements fulgurants de logiciels puissants. En Chine, quelque 170 millions de caméras de surveillance sont déjà installées et on devrait en compter trois fois plus d'ici 2020. Si l'Empire du Milieu promet d'être le pays le plus balayé par des caméras vouées à l'analyse faciale, c'est l'Angleterre qui est pionnière en la matière. La première comparaison d'empreintes faciales captées par caméras de surveillance et avec les données de banques photographiques de délinquants a été conduite en 1998 dans le quartier londonien de Newham.

Au début des années 1980, le développement rapide des neurosciences a laissé croire qu'on pourrait parvenir à lire dans les pensées, comme dans les dystopies du genre du roman *1984* de George Orwell. Il ne s'agissait après tout que d'associer des zones du cerveau à des processus mentaux...

Enfin, certains des développements actuels de la surveillance se fondent sur les travaux du psychologue américain Paul Ekman (1931). Ce pionnier de l'étude des émotions (voir texte en B 1) a isolé une quarantaine de mouvements du faciès, jugés universels, pour constituer le « Facial Action Coding System (FACS) ». Son système d'analyse des expressions faciales est utilisé tant en cinéma d'animation que par les forces policières.

Les progrès de la biométrie et de l'informatique ont fait le reste pour conduire jusqu'à l'horizon de notre avenir ce désir à la fois très ancien et très actuel du contrôle de l'humanité fondé sur l'examen des visages.

Le Devoir



PAUL EKMAN GROUP

Certains des développements actuels de la surveillance se fondent sur les travaux du psychologue américain Paul Ekman (1931).



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Bernhard Thomaszewski, professeur au Département d'informatique de l'Université de Montréal, a collaboré avec Disney Imagineering.

## Le clonage des réactions faciales

Les travaux du professeur Bernhard Thomaszewski ont notamment servi dans des films d'animation

SARAH R. CHAMPAGNE

L'étape suivante, après avoir finement modélisé les réactions du visage, est de les « cloner » fidèlement sur une tête virtuelle ou robotique. C'était du moins l'un des objectifs des recherches de Bernhard Thomaszewski. Aujourd'hui professeur au Département d'informatique et de recherche opérationnelle de l'Université de Montréal, il a collaboré à Disney Imagineering. « C'est très complexe de reproduire toutes les émotions et de le faire correctement, sans se tromper », dit-il, donnant comme exemple les effets physiques très fins des déformations de la peau quand on saute sur place ou quand on court.

Avec son équipe de Disney à Zurich, ils ont reproduit le visage d'un comédien sur une tête

robotique, ajoutant au défi « émotionnel » celui du nombre limité de moteurs mécaniques.

Disney semble avoir continué dans cette veine puisque son parc d'attractions en Floride propose de personnaliser des figurines inspirées du film *Avatar* à partir du visage du client. Un robot ayant l'apparence de Trump a aussi été ajouté dans le hall des présidents du parc. Les répliquants du film de science-fiction *Blade Runner* sont encore loin, rassure M. Thomaszewski. Au contraire, plus un robot ressemble à un être humain, moins on lui « pardonne » que ses émotions ne soient pas tout à fait vraisemblables, dit-il, « puisqu'on est tellement entraînés à reconnaître ces émotions ».

Les imperfections d'un humanoïde nous sautent ainsi aux yeux, alors qu'un robot très simple véhicule néanmoins des émotions avec ses

expressions. C'est ce qu'on appelle « l'effet de la vallée dérangeante » (*uncanny valley*), c'est-à-dire le sentiment d'étrangeté qu'on éprouve en se rapprochant d'un robot complètement réaliste. Un effet documenté également pour les personnes dans des animations, notamment des jeux vidéo. « Si on peut, on va éviter de se retrouver dans cette "vallée" », dit-il.

Vice-versa, ses travaux, avant de s'installer à Montréal, ont également servi à ajouter des détails réalistes à des personnages non humains dans des films d'animation. Il s'agit dans ce cas d'insuffler une forme de fluidité aux mouvements les plus fins, qu'ils soient faciaux ou corporels. Les logiciels développés complètent ainsi le travail des dessinateurs.

Le Devoir

## Du droit à la vie privée au droit à l'intériorité

Trois questions au philosophe Jocelyn Maclure

SARAH R. CHAMPAGNE

Les plus grandes promesses s'accompagnent des peurs des plus grandes dérives. Pour comprendre quels défis éthiques soulèvent les nouvelles technologies de reconnaissance faciale, *Le Devoir* a posé trois questions au philosophe Jocelyn Maclure, président de la Commission de l'éthique en science et en technologie.

**En quoi ces technologies vont-elles plus loin, par rapport à la biométrie par les empreintes digitales par exemple ?**

Les technologies de reconnaissance et d'analyse faciales créent de nouvelles « occasions » de discrimination. Par exemple, si un employeur lors d'une entrevue d'embauche, plutôt que de s'en tenir aux réponses des candidats, a accès au niveau d'anxiété ressenti ou à d'autres émotions, il pourrait décider de ne pas les embaucher sur la simple base de ce qu'on fait dire à leur état affectif. Le for intérieur, notre conscience, est le dernier rempart contre la possibilité que d'autres aient accès à nos pensées, à nos émotions. Ce dernier refuge devient plus poreux, étant donné l'efficacité grandissante des algorithmes à déterminer notre

orientation sexuelle, nos opinions politiques, nos émotions.

**Ça dépasse donc le droit à la vie privée ?**

Le droit à la vie privée existe déjà, mais quand on parle de technologies qui peuvent donner un accès direct à des états mentaux intérieurs, c'est autre chose. Je pense qu'elles imposent de spécifier davantage le droit à la vie privée. Un droit dérivé du droit à la vie privée commence à émerger dans les écrits universitaires en éthique : le droit à la protection de notre intériorité.

**Comment décririez-vous ce « droit à l'intériorité » ?**

On doit garder le contrôle sur ce qu'on choisit de dévoiler par rapport à notre vie intérieure, à notre vie subjective, à notre vie intime. Le même questionnement se pose en neuro-éthique pour les technologies qui permettent d'étudier le cerveau et d'avoir accès à des informations relatives à la vie cérébrale des personnes. C'est absolument crucial pour moi : le libre arbitre devrait nous permettre de dévoiler seulement ce dont on a envie sur nos émotions, sur nos craintes, sur ce qui nous rend anxieux, ce qui nous rend heureux.

Le Devoir



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Jocelyn Maclure, président de la Commission de l'éthique en science et en technologie

## Les préjugés des algorithmes

« Il n'y a aucun système qui prend une décision à la place de quelqu'un », statue d'émblée Marie-Jean Meurs, professeure d'informatique à l'UQAM. Ce n'est pas donc une intention malveillante qui fait en sorte que la reconnaissance faciale se

trompe moins souvent si vous êtes un homme blanc, tel que l'a montrée récemment une étude du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Ce sont plutôt les concepteurs de tels logiciels qui portent tout de même la responsabilité d'avoir créé des machines biaisées, explique M<sup>me</sup> Meurs, en ayant omis d'alimenter leurs algorithmes

avec assez de diversité. « Ça prend des données pour entraîner ces algorithmes. C'est un peu comme de grosses roues à eau qui attendent de l'eau pour tourner. Si vous donnez une eau qui a toujours la même composition [par exemple des photos d'hommes blancs d'âge moyen], la roue va toujours tourner dans le même sens et à la même vitesse », dit-elle.

« Les technologies de reconnaissance et d'analyse faciales créent de nouvelles "occasions" de discrimination »

Jocelyn Maclure

## PERSPECTIVES

PRÉSIDENTIELLE RUSSE

## Fin de campagne dans

Le président a choisi Sébastopol, ville bastion

EMMANUEL GRYNZZPAN

à Sébastopol

Assuré d'être réélu dimanche pour un 4<sup>e</sup> mandat, Vladimir Poutine n'a pas de temps à perdre avec des rassemblements politiques. Mercredi, à Sébastopol (Crimée), port d'attache de la flotte russe de la mer Noire, il a participé à son second et dernier rassemblement de campagne. Du bout des lèvres, à peine une minute de discours devant un public d'environ 7000 personnes qui l'attendaient depuis trois heures, rassemblées sur la principale place de la ville.

« Vous avez pris une décision historique il y a quatre ans », a lancé Vladimir Poutine, en référence au référendum organisé en une dizaine de jours par Moscou et encadré par l'armée et des milices russes qui venaient de déferler sur la péninsule. « Vous avez rendu Sébastopol et la Crimée à notre patrie, notre maison, mère-Russie [...] avec cette décision, vous avez montré au monde entier ce que c'est qu'une véritable démocratie et non son imitation. » Hourra ! exulte la foule. « Il reste beaucoup à faire et nous y parviendrons, car lorsque nous sommes ensemble, nous constituons une force formidable capable de résoudre les problèmes les plus complexes. » Poutine remercie, fait le signe d'êtreindre avec un bras, salue, et s'éclipse.

Un animateur s'avance vers le devant de la scène : « Vous avez fait votre choix pour les élections du 18 mars ? » La foule répond par des applaudissements. Les vedettes de la variété russe qui faisaient patienter la foule jusque-là reviennent animer le « rendez-vous concert Russie-Sébastopol-Crimée ».

La ferveur se lit sur de nombreux visages. Une bonne moitié du public est constituée de groupes organisés, portant tous le même long drapeau russe. On distingue de nombreux uniformes militaires, des cosaques à la mine sévère et des élèves d'écoles militaires en uniforme noir, coiffés d'une chapka. L'autre moitié se compose de familles et de petits groupes de retraités. Ils forment le cœur de l'électorat Poutine.

La dominante russe ne date pas d'hier à Sébastopol. Moscou considère ce port militaire comme d'une importance cruciale pour son flanc sud et avait négocié un bail avec l'Ukraine devenue indépendante en 1991. Son annexion en 2014, avec le reste de la Crimée, avait regonflé les voiles de Vladimir Poutine, le faisant apparaître comme le « rassembleur des terres russes » perdues à la fin de l'URSS. Le « rattachement de la Crimée » reste aujourd'hui son principal thème de campagne.

Ravis de l'attention toute particulière accordée à la ville par le chef d'État, les habitants répondent par un patriotisme russe redoublé. De

nombreuses fenêtres et balcons arborent des drapeaux russes. « Ici, nous adorons Poutine », tonne Klavdia Romanenko, venue au rassemblement-concert avec son mari et ses deux enfants. « Il n'a pas eu peur de nous réunifier à la terre russe. Il n'a peur ni des Américains ni de personne. Pour moi, il peut bien être président à vie ! » Et les autres candidats ? « Personne, à part Poutine », s'écrie-t-elle.

« Personne, à part Poutine » est une phrase répétée comme un slogan par les personnes assistant au rassemblement-concert du président. Timour Chamoukhine, un marin à la retraite, la reprend à son compte. « Poutine a remis la Russie sur pied et en a fait une superpuissance », clame-t-il, répétant une phrase type de la propagande télévisuelle.

La foi en Poutine

« Maintenant, nous avons des missiles nucléaires qui font trembler les Américains », poursuit fièrement Timour Chamoukhine, faisant référence au discours de Vladimir Poutine devant le parlement le 1<sup>er</sup> mars dernier. Dévoilant alors pour la première fois son programme, le maître du Kremlin avait signifié que son prochain mandat serait axé sur la confrontation avec les États-Unis et la revanche sur l'issue de la guerre froide. Une thématique qui a fait mouche auprès de l'électorat de Sébastopol, nostalgique d'une Union soviétique qui choyait ses militaires.

**Poutine n'a pas grand-chose à craindre de ses rivaux. Le plus menaçant, Alexeï Navalny, a d'emblée été exclu de la course.**

« Les salaires des militaires restent faibles », reconnaît Chamoukhine, dont le fils aîné est militaire. « Mais le plus important, c'est que Poutine nous a redonné la foi en notre pays. Il fait construire des ponts, des routes, des hôpitaux. Nos enfants vivront mieux que nous. » Pour l'instant, quatre années après l'annexion, Sébastopol n'a guère changé. Même dans le centre-ville, la chaussée est par endroits défoncée.

Le soir, l'éclairage public défaillant donne aux rues l'aspect de coupe-gorge. Les façades décaties des maisons et des palais préévolutionnaires rappellent que le port est encore très loin de recouvrer sa splendeur passée. « Vous avez entendu Poutine ? Il nous a demandé d'être patients. De toute façon, à part lui, personne n'est capable de faire ce boulot », tranche l'ancien militaire.

Sans opposition

Au pouvoir depuis 18 ans, Vladimir Poutine n'a, il est vrai, pas grand-chose à craindre de ses rivaux. Le plus menaçant, Alexeï Navalny, a d'emblée été exclu de la course. « La véritable opposition n'est pas autorisée à se présenter, elle est filtrée par la Commission électorale. Le principe est le suivant : aucun candidat susceptible de gêner une réélection triomphale de Vladimir Poutine dès le premier tour n'est autorisé



Ravis de l'attention toute particulière accordée à la ville par le chef d'État, les habitants de Sébastopol répondent par un patriotisme russe redoublé.

## À Veïno, « une vache, des cochons »... et « Vladimir Poutine,

La population de ce village perdu au fond de l'oblast de Pskov soutient le président, même s'il n'a pas pu assurer

Absence d'emplois, perte de population, sentiment d'abandon... Dans l'oblast de Pskov, une ancienne région agricole et industrielle en déshérence, la population, fataliste, soutient malgré tout le président pour le scrutin de dimanche.

VERONIKA DORMAN

à Veïno

Une odeur de bois fumé flotte dans l'air glacé du matin. Au loin, une scie électrique ronge les arbres ; de temps en temps, un tronçonneau s'écroule dans la poudreuse avec un craquement sourd. Plus près de la route, le cognement monotone de la hache est le seul signe de vie. Perdu au fin fond de l'oblast de Pskov, à l'extrémité occidentale de la Russie, Veïno, dans le district de Gdov, a tout d'un village fantôme. Une partie des maisons, visiblement inhabitées, tournent leurs fenêtres borgnes vers la route. Pas un chat.

Personne n'est capable de dire combien d'habitants vivent dans ce patelin en voie d'extinction, comme tous les villages alentour, et dans tout l'oblast. « 110 personnes sont inscrites sur les listes, dit Marina Bogdanova, qui, en tant que fonctionnaire, fait partie de la commission électorale. Mais au moins la moitié vit ailleurs. » L'institutrice, au chômage depuis que l'école du village a fermé en 2010, sait en revanche qu'il reste quatre enfants encore scolarisés, qui attendent tous les matins, dans l'obscurité, que passe le bus régulier pour les emmener dans la bourgade voisine, à 17 kilomètres. Quand elle a été affectée à Veïno, en 1993, une quarantaine d'enfants fréquentaient l'école.

Dans l'oblast de Pskov, la région russe qui se dépeuple le plus rapidement — 1 600 000 habitants il y a un siècle, 840 000 à la fin de l'époque soviétique et 630 000 aujourd'hui —, les autorités poursuivent depuis 15 ans une politique méthodique « d'optimisation », qui consiste entre

autres à regrouper les écoles et les hôpitaux. Elles détruisent ainsi le réseau de services de proximité. Et aggravent une désertification qui s'est accentuée après la chute de l'Union soviétique et qui prend des proportions vertigineuses depuis dix ans, précipitée par l'exode des jeunes, le vieillissement de la population et la médiocrité générale du niveau de vie. « La mortalité est galopante, avec un taux de 20 pour 1000, deux fois supérieur à la natalité. Si rien ne change, d'ici quelques décennies, ce sera le désert », prévient Lev Shlosberg, membre du parti d'opposition Iabloko et député au Parlement régional de Pskov.

« C'est foutu ici »

Dans cette *gloubinka*, ou province profonde, si l'infirmier du village n'est officiellement pas fermée, il n'y a plus de médecin depuis que le dernier a pris sa retraite il y a 15 ans. Le centre médical le plus proche est à Gdov, à 30 kilomètres. Restent l'épicerie et la poste, qui fonctionnent en alternance. Svetlana, une femme robuste de 40 ans, est l'unique employée du petit magasin, où elle cumule toutes les fonctions : caissière, vendeuse, manutentionnaire, femme de ménage. Elle se « remplace elle-même » quand elle est en arrêt maladie. C'est le cas en ce moment, en raison d'un bras abîmé par une chute dans la neige en portant le bois nécessaire au chauffage de la boutique. Cette mère de trois enfants cumule avec l'unique emploi à la poste, deux jours par semaine. Pour un revenu total de 13 000 roubles par mois (295 dollars canadiens). La dou-

**« C'est foutu ici. On vivote comme on peut, mais on est oublié de tout le monde. Ça ne s'arrangera jamais. »**

zaine d'œufs est à 1,60 dollar, le pain à 40 cents, comme à la ville. « J'ai une vache et des cochons, et mon potager, sinon on ne survit pas », explique Svetlana, qui travaille sans week-ends et sans congés. À la poste, elle distribue surtout les retraites à quelques dizaines de vieux qui vivent dans le coin. « C'est foutu ici. On vivote comme on peut, mais on est oublié de tout le monde. Ça ne s'arrangera jamais. En même temps, j'ai de la chance, j'ai du travail. J'ai le seul emploi disponible dans le village », se ré-



OLGA CC

Situé au cœur géographique du continent européen, l'oblast de Pskov fut une région agricole prospère et densément peuplée. Mais l'économie locale n'a pas survécu à la conversion au marché libre.

jouit-elle, révélant ses quelques dents en or.

Dimanche, Svetlana ira voter pour Vladimir Poutine. « Pour qui, sinon lui ? Il n'y a personne d'autre. Il nous garantit la paix. Les salaires et les retraites sont versés à temps, tout va bien », assure-t-elle. Mais pourquoi glisser un bulletin pour un président qui n'a pas pu, en 18 ans au pouvoir, assurer la stabilité économique de la région, encore moins la développer ? « Il ne va quand même pas venir réparer nos routes ? La misère ici, ce n'est pas lui le responsable, c'est le gouverneur », tranche Svetlana. Marina tient le même discours (à l'instar des autres villageois croisés ce jour-là) : « Poutine est très actif à son poste. Mais les gens qui sont en dessous se cachent derrière son dos. Ce qui explique notre situation. Il ne peut pas faire tout à la place de tout le monde. J'ai voté pour lui en 2012. Et cette année aussi. Que faire d'autre ? »

Situé au cœur géographique du continent européen, l'oblast de Pskov fut une région agri-

cole prospère et densément peuplée. À l'époque soviétique, on y fabriquait aussi du matériel militaire et des automobiles. Mais l'économie locale n'a pas survécu à la conversion au marché libre. « Aujourd'hui, il n'y a pas d'activité économique qui ferait vivre la région. On ne peut plus la restaurer. Il faut trouver d'autres moyens. Mais l'État n'a pas de politique de soutien aux régions rurales, aux exploitations, à l'entreprise agricole individuelle », se désole Lev Shlosberg. Au contraire, le pouvoir central mise sur la désertification, moins dispendieuse que le soutien et le développement. La région de Pskov est l'une des plus pauvres du pays, et survit essentiellement grâce aux subsides d'État, qui composent environ un tiers de son budget, soit 9 milliards de roubles sur 25 (205 millions canadiens sur 570).

Dans la région, les superficies ensemencées sont quatre fois moins étendues qu'à la fin de l'époque soviétique (environ 240 000 hectares

## PERSPECTIVES

## la ferveur patriotique pour Poutine

du militarisme, comme point d'orgue d'une course sans suspense



ALEXANDER ZEMLIANICHENKO ASSOCIATED PRESS

Vladimir Poutine s'est adressé à la foule à Sébastopol à l'occasion du quatrième anniversaire de l'annexion russe de la Crimée, mercredi dernier.

à se présenter au scrutin. Les candidats autorisés forment une imitation d'opposition», estime le politologue Fiodor Kracheninnikov.

Les sept candidats autorisés par le Kremlin ont essentiellement fait campagne à travers des débats télévisés lors desquels ils se sont copieusement invectivés, sans vraiment chercher à mordre dans l'électorat de Vladimir Poutine. Lequel n'a jamais participé à aucun débat.

«Poutine ne participe pas aux débats télévisés, ne s'expose pas aux critiques et ne se met pas au niveau de ses adversaires, poursuit Kracheninnikov. L'excuse est toujours la même: Poutine est trop occupé et n'a pas le temps pour

les bavardages politiques avec des personnages incompetents. Poutine ne fait pas campagne et montre tout le mépris qu'il a pour le processus démocratique. Ce sont ses subalternes qui font campagne à sa place.»

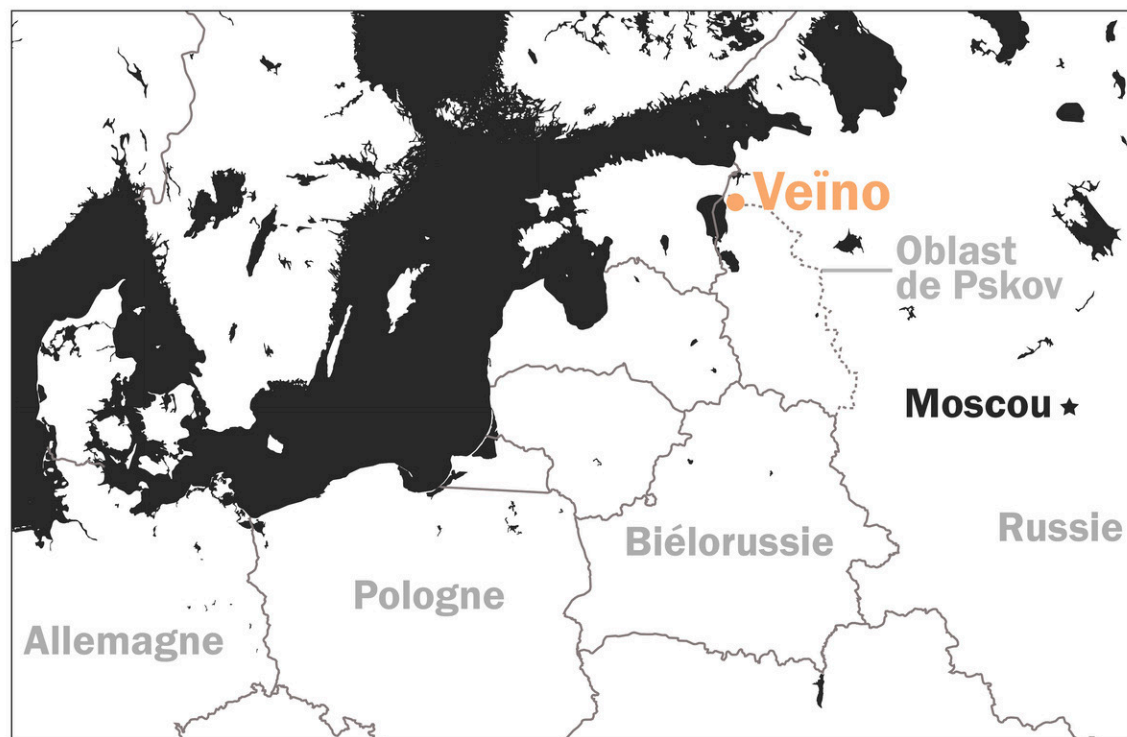
Les deux seuls instituts de sondages autorisés en Russie — contrôlés par le Kremlin — donnent Vladimir Poutine gagnant dès le premier tour avec un score entre 63 et 73%, d'après des études réalisées entre le 1<sup>er</sup> et le 10 mars. La seconde position est disputée entre le communiste Pavel Groudine (entre 6 et 14%) et le nationaliste Vladimir Jirinovski (entre 7 et 12%). Les cinq autres candidats sont

sous la barre des 2%. La participation est attendue entre 69 et 73%. Ainsi, les sondages officiels correspondent au «scénario 70/70» élaboré dès 2016 par l'administration présidentielle russe, soit une élection-plébiscite avec 70% de voix pour Poutine dès le premier tour sur la base d'une participation à 70%. Maîtrisé de bout en bout par le Kremlin, le scrutin se déroule comme une parade militaire et s'achèvera dimanche par un feu d'artifice en l'honneur de Vladimir Poutine.

Collaboration spéciale  
Le Devoir

## qui d'autre ? »

la stabilité économique de la région



aujourd'hui). Le cœur historique de l'économie régionale, le secteur agricole, bat de moins en moins fort. Les autorités privilégient le développement des grands holdings, qui permettent d'attirer des investissements étrangers, mais asphyxient les petites et moyennes exploitations. «Les holdings emploient essentiellement de la main-d'œuvre importée, car il en manque ici. Les gens sont partis ou ne sont pas qualifiés, incapables de travailler dans les grandes entreprises», précise Lev Shlosberg.

## «Le deal était pourri»

Dans le district de Gdov, qui abritait jadis dix fermes d'État, il ne reste qu'une seule exploitation en activité. Celle d'Alexandre Konachenkov, un jovial agriculteur-agronome de 43 ans, qui a racheté en 2005 un vieux sovkhos laitier en ruines. Il a retapé quelques bâtisses trapues en brique décolorée et monté une affaire qui marche encore. Sur 300 hectares, il récolte

1500 tonnes de légumes par an, tient un cheptel de 70 têtes, produit un peu de lait, du lard. L'État le soutient à hauteur de 4800 dollars par an, alors qu'il a besoin de 402 000 dollars pour faire tourner l'exploitation et employer quatre personnes, qu'il paie 30 000 roubles par mois (683 dollars). Ici, comme dans le reste du district, il n'y a pas de gaz, on chauffe et on cuisine au bois. «Tant mieux, ça donne du travail à ceux qui vivent de la coupe, ironise le fermier, avant de se rattraper. Le gaz n'est pas installé parce que personne n'a besoin de nous. On va tous crever, et il y aura encore moins de raisons de le faire passer.»

Depuis 2014, la situation s'est encore détériorée. Le Kremlin a répondu aux sanctions occidentales pour l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass en fermant le marché russe aux produits alimentaires européens, tout en promettant aux producteurs russes que cette «politique de substitution aux importations» allait relancer l'agriculture et l'élevage

nationaux. «Le deal était pourri. Avant on mangeait de la merde européenne, maintenant on mange de la merde argentine ou chinoise, rigole Alexandre Konachenkov. Et je perds plus d'argent, parce que non seulement je ne vends pas ma production en plus grande quantité, mais en plus mes pièces détachées, semences, et engrais, que j'achète à l'étranger, me coûtent deux fois plus cher parce que le rouble s'est cassé la figure.»

Konachenkov est président de l'association des fermiers de l'oblast et membre du parti labloko qui a réussi, à force d'arpenter la campagne, à faire élire ses membres dans plusieurs assemblées locales. «On m'a demandé de faire parvenir des doléances à Poutine, à la veille des élections. Mais s'il n'a rien fait en 18 ans, à quoi ça sert de lui envoyer des lettres? s'interroge-t-il. Les gens pensent toujours qu'il y a le bon tsar et les mauvais boyards [nobles russes].»

## Personnages concrets

C'est finalement sur cette conviction profonde, qui a toujours caractérisé le rapport des Russes au pouvoir, que repose la popularité de Vladimir Poutine. Y compris et surtout dans les régions les plus déprimées. Si les gens sont prêts à élire localement des représentants de l'opposition, c'est parce qu'ils votent non pour une couleur politique mais pour des personnages concrets, qu'ils voient à l'œuvre. Mais pour le commandant suprême, la magie opère toujours. Lev Shlosberg y voit surtout une histoire de communication: «Poutine a créé une machine de propagande extrêmement puissante. Quand on ne voit à la télé, 24 heures sur 24, qu'un seul héros, ou saint, la zombification marche sur tout le monde.»

Malgré le succès annoncé, dimanche, les falsifications sont inévitables. Le Kremlin s'est fixé un objectif de 70% de participation à l'élection présidentielle. «C'est mission impossible dans notre oblast, car moins de 70% des gens vraiment inscrits demeurent ici, prévient le député. Pour exécuter l'ordre politique, ils seront obligés de faire voter les absents, et plusieurs fois les présents.»

Libération

## Le négociateur

MICHEL DAVID



Dans une entrevue mémorable accordée à TVA en octobre 2006, Lucien Bouchard avait adressé aux Québécois un reproche que plusieurs avaient avalé de travers: «On ne travaille pas assez. On travaille moins que les Ontariens, infiniment moins que les Américains. Il faut qu'on travaille plus.»

Cette admonestation rend d'autant plus remarquable son indulgence envers les médecins spécialistes, qu'il a conseillés au cours des récentes négociations. L'étude commandée par le dernier commissaire à la santé et au bien-être, Robert Salois, peu avant que Gaétan Barrette n'abolisse son poste, fait état d'un sérieux déficit de productivité par rapport à leurs confrères ontariens.

Même s'ils travaillent moins, M. Bouchard n'a pas semblé troublé par la possibilité que les spécialistes soient mieux rémunérés au Québec que dans la province voisine. Il est vrai que son client refuse d'admettre l'existence de tout écart en sa faveur.

Selon la présidente de la FMSQ, Diane Francœur, les données qui ont amené l'Institut canadien d'information en santé (ICIS) à cette conclusion sont «incomplètes» et ont pour effet de comparer les pommes et les oranges.

Dans le doute, le gouvernement aurait dû attendre d'en avoir le cœur net avant de signer une nouvelle entente, à tout le moins de prévoir un rajustement à la baisse s'il appert que l'ICIS avait raison. Or, l'ascenseur ne peut que monter. Un écart défavorable fera encore augmenter la facture, mais elle ne diminuera pas dans le cas inverse. M. Bouchard était plus méticuleux dans l'utilisation des fonds publics quand il était

Lucien  
Bouchard  
était plus  
méticuleux  
sur  
l'utilisation  
des fonds  
publics quand  
il était  
premier  
ministre

Certes, il y a une vie après la politique et maître Bouchard est libre d'exercer son métier d'avocat comme il l'entend, mais il est toujours embarrassant de le voir accepter un mandat qui l'entraîne sur le terrain politique. Le mois dernier, Gabriel Nadeau-Dubois lui a reproché à l'Assemblée nationale d'avoir «utilisé sa notoriété et son pouvoir d'influence pour défendre un groupe particulier contre le bien commun».

Il y a quelques années, sa comparaison devant une commission parlementaire, en qualité de président de l'Association pétrolière et gazière (APGQ), avait donné lieu à une vive altercation avec Amir Khadir, qui l'avait accusé d'avoir manqué à son engagement envers le Québec et au devoir de réserve qui incombe à un ancien premier ministre.

M. Bouchard a fait son travail avec le talent qu'on lui connaît en présentant les spécialistes comme les victimes des «tracasseries» et du «manque de respect» du gouvernement et de son matamore de ministre. Quoi qu'on pense de ses méthodes, M. Barrette était certainement en droit de lui répliquer qu'il était bien mal placé pour reprocher à qui que ce soit d'avoir semé le chaos dans le réseau de la santé.

Toute l'éloquence de l'ancien premier ministre ne suffira pas à réhabiliter l'image de la profession médicale dans l'opinion publique, pas plus qu'il n'avait jadis réussi à la convaincre de la nécessité d'autoriser les forages dans les basses terres ou l'estuaire du Saint-Laurent.

On a eu beau répéter que l'essentiel de la négociation a porté sur les conditions de travail des médecins et l'accessibilité aux soins, le mal est fait. Qu'elle soit fondée ou non, l'impression que la FMSQ cherchait avant tout à maximiser la rémunération de ses membres a pénétré les esprits trop profondément pour être dissipée de sitôt. Il y a trop longtemps qu'on fait miroiter une amélioration des soins pour justifier une nouvelle hausse qui ne donne jamais les résultats escomptés.

On peut comprendre le sentiment d'injustice qui habite bon nombre de médecins qui ont à cœur le bien-être de leurs patients. M<sup>me</sup> Francœur les aurait mieux servis en se montrant moins condescendant envers ceux qui ont manifesté publiquement l'inconfort moral qu'ils ressentent. «Il y a des gens qui ne voient pas la lourdeur de la tâche», a déclaré la présidente de la FMSQ, comme si ceux qui trouvent leur rémunération excessive sont des dilettantes qui pratiquent une médecine douce.

M<sup>me</sup> Francœur s'est désolée de l'effritement du lien de confiance entre la population et la profession médicale. En réalité, il s'agit moins de confiance que d'estime. Le malade n'a pas d'autre choix que de faire confiance à son médecin, mais il n'est pas obligé de l'admirer, encore moins de l'aimer.

De temps immémorial, le médecin a occupé une place plus qu'enviable dans l'imaginaire collectif québécois. Alors que dans d'autres sociétés, son statut social a été «normalisé» depuis longtemps, l'image du bon docteur Jérôme des *Belles histoires des pays d'en haut* avait résisté à l'épreuve du temps. Cette époque est maintenant révolue. Même avec le meilleur conseiller, l'estime ne se négocie pas.

# AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

## AVIS PUBLIC



### AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

Second projets de résolution adoptés le 13 mars 2018

#### 1. APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 28 février 2018, le conseil d'arrondissement a adopté, lors de sa séance du 13 mars 2018, les seconds projets de résolution **CA18 240120** et **CA18 240122**.

Ces seconds projets de résolution contiennent des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin que la résolution qui les contient soit soumise à leur approbation conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, c. E-2.2).

#### 2. OBJET DES SECONDS PROJETS

En vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), les résolutions :

- a) **CA18 240120** : Résolution autorisant l'usage pharmacie au 5<sup>e</sup> étage du bâtiment situé au 1980, rue Sherbrooke Ouest, et ce, en dérogation notamment à l'article 179 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatif, entre autres, à l'implantation d'un usage spécifique aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée d'un bâtiment – pp 369 (dossier 1186255003);
- b) **CA18 240122** : Résolution autorisant la construction d'un complexe résidentiel et commercial au 1020, rue De Bleury, et ce, en dérogation notamment aux articles 229, 232, 381, 392 et 593 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatifs, entre autres, à un restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé, à l'usage parc de stationnement public intérieur non autorisé, à des débarcadères d'une largeur dépassant 3 mètres et dans un secteur M.7, à l'aménagement d'un café-terrace sur un toit et à la distance minimale d'un quai de chargement situé à une intersection – pp 370 (dossier 1177303016);

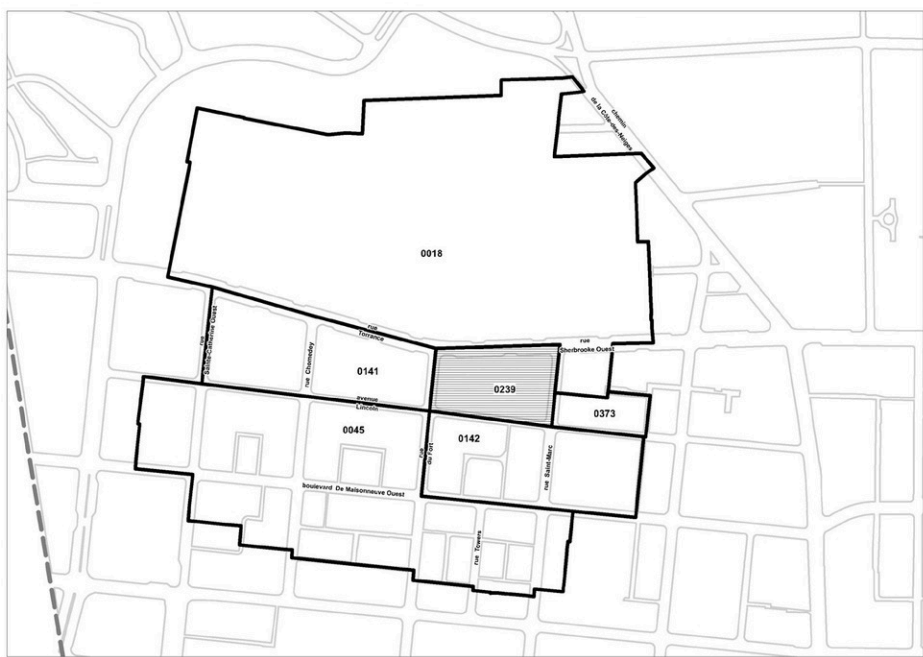
#### 3. DISPOSITIONS SOUMISES À UNE APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

Une demande relative à une disposition ayant pour objet d'autoriser une dérogation aux normes énumérées ci-dessous peut provenir de la zone visée et des zones contiguës :

- CA18 240120 – 1980, rue Sherbrooke Ouest – pp 369 :**
  - implantation d'un usage spécifique aux niveaux supérieurs au rez-de-chaussée d'un bâtiment (art. 179 régl. 01-282);
- CA18 240122 – 1020, rue De Bleury – pp 370 :**
  - restaurant d'une superficie supérieure au maximum autorisé (art. 229 régl. 01-282);
  - parc de stationnement public intérieur (art. 232 régl. 01-282);
  - débarcadères d'une largeur dépassant 3 mètres et dans un secteur M.7 (art. 381 régl. 01-282);
  - à l'aménagement d'un café-terrace sur un toit (art. 392 régl. 01-282);
  - distance minimale d'un quai de chargement situé à une intersection (art. 593 régl. 01-282);

#### 4. TERRITOIRES VISÉS

- a) **CA18 240120** - Le territoire visé est constitué de la zone visée **0239** et des zones contiguës 0373, 0142, 0045, 0141 et 0018; il peut être représenté comme suit :



Localisation Dossier: 1186255003 Date: 1 février 2018  
 Zone(s) visée(s) Zones contiguës Limite arrondissement de Ville-Marie

- b) **CA18 240122** - Le territoire visé est constitué de la zone visée **0080** et des zones contiguës 0351, 0318, 0196, 0346, 0338, 0052, 0334, 0089, 0291, 0353, 0004 et 0477; il peut être représenté comme suit :



Localisation Dossier: 1177303016 Date: 12 février 2018  
 Zone(s) visée(s) Zones contiguës Limite arrondissement de Ville-Marie

#### 5. CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE

Pour être valide, une demande doit :  
 indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;  
 être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou, si leur nombre dans la zone n'excède pas 21, par au moins la majorité d'entre elles;

être reçue **avant 16 h 30, le 26 mars 2018**, à l'adresse suivante :

Demandes de participation à un référendum  
 a/s de M<sup>e</sup> Domenico Zambito, Secrétaire d'arrondissement  
 Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie  
 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17<sup>e</sup> étage  
 Montréal (Québec) H2L 4L8

#### 6. PERSONNE INTÉRESSÉE

Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter en vertu de la loi et qui remplit les conditions suivantes le 13 mars 2018 :

- être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle;  
 et
- être domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande valide et, être depuis au moins six (6) mois, au Québec;  
 ou
- être, depuis au moins douze (12) mois, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise au sens de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ c F-2.1), dans une zone d'où peut provenir une demande.

Condition supplémentaire aux copropriétaires indivis d'un immeuble et aux occupants d'un établissement d'entreprise :

- être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou occupants, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant.

Condition d'exercice du droit de signer une demande par une personne morale : toute personne morale doit désigner parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, le 13 mars 2018, est majeure et de citoyenneté canadienne, n'est pas en curatelle, et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi.

Les personnes morales, les copropriétaires et occupants doivent produire leur résolution ou leur procuration en même temps que la demande.

Elle prend effet lors de sa réception et demeure valide tant qu'elle n'est pas remplacée.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ c F-2.1).

#### 7. ABSENCE DE DEMANDE

Ces seconds projets de résolution contiennent des dispositions susceptibles d'approbation référendaire. Les dispositions qui n'auront pas fait l'objet d'une demande valide pourront être incluses dans une résolution qui n'aura pas à être approuvée par les personnes habiles à voter.

#### 8. CONSULTATION DES DOCUMENTS PERTINENTS

Les seconds projets de résolution peuvent être consultés, de 8 h 30 à 16 h 30, aux comptoirs Accès Ville-Marie situés au 17<sup>e</sup> étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, station de métro Berri-UQAM, et au rez-de-chaussée du 275, rue Notre-Dame Est, station de métro Champ-de-Mars.

Montréal, le 17 mars 2018

Le secrétaire d'arrondissement,  
 M<sup>e</sup> Domenico Zambito

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : [www.ville.montreal.qc.ca/villemarie](http://www.ville.montreal.qc.ca/villemarie)

### AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

## AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION (articles 136 et 137 C.p.c.)

SECTION I – AVIS	
Avis est donné à :	
BERNARDA JOFRE ROJAS, dernière adresse connue au 4200, boul. des Sources,	700-32-034265-189
Dollard-des-Ormeaux (Québec) H9B 3M6	
GESTION HABITATION BEA, dernière adresse connue au 2780 rue du Hameau,	700-32-701205-179
Sainte-Adèle (Québec) J8B 2G1	
ANNE SAKOWSKY, dernière adresse connue au 295 rue Lévis, Joliette (Québec) J6E 2N9	700-32-701208-173
MICHEL MAJEAU, dernière adresse connue au 295 rue Lévis, Joliette (Québec) J6E 2N9	700-32-701208-173
SOLUTION ACCES PARK, dernière adresse connue au 1484-A rue de Joffa, Laval (Québec) H7P 4K9	700-32-701214-171
MATHEU SAVAGE, dernière adresse connue au 524 rue Frontenac, Blainville (Québec) J7C 2R2	700-32-701233-189
GILLES MESSIER dernière adresse connue au 2959 rue André-Breton, app. 201, Sherbrooke	700-32-700279-175
(Québec) J1E 0M7	
9259-6907 QUÉBEC INC., dernière adresse connue au 2959 RUE André-Breton, app. 201,	700-32-700279-175
Sherbrooke (Québec) J1E 0M7	

de vous présenter au greffe de la Cour du Québec, Division des petites créances, du district de TERREBONNE situé au 25 rue de Martigny ouest, Saint-Jérôme (Québec) dans les 30 jours afin de recevoir la demande introductive d'instance et la demande introductive d'instance modifiée en recouvrement d'une petite créance qui y a été laissée à votre attention.

Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué dans l'avis d'assignation qui l'accompagne, sans quoi un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

#### SECTION II – INFORMATIONS RELATIVES À LA PUBLICATION

Le présent avis est publié aux termes d'une ordonnance rendue le 15 mars 2018 par la greffière dans les dossiers portant les numéros ci-haut mentionnés.

Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent.

#### SECTION III – INFORMATIONS FINALES

Saint-Jérôme, le 15 mars 2018

François Langevin

Greffier-adjoint de la Cour du Québec

## AVIS PUBLIC

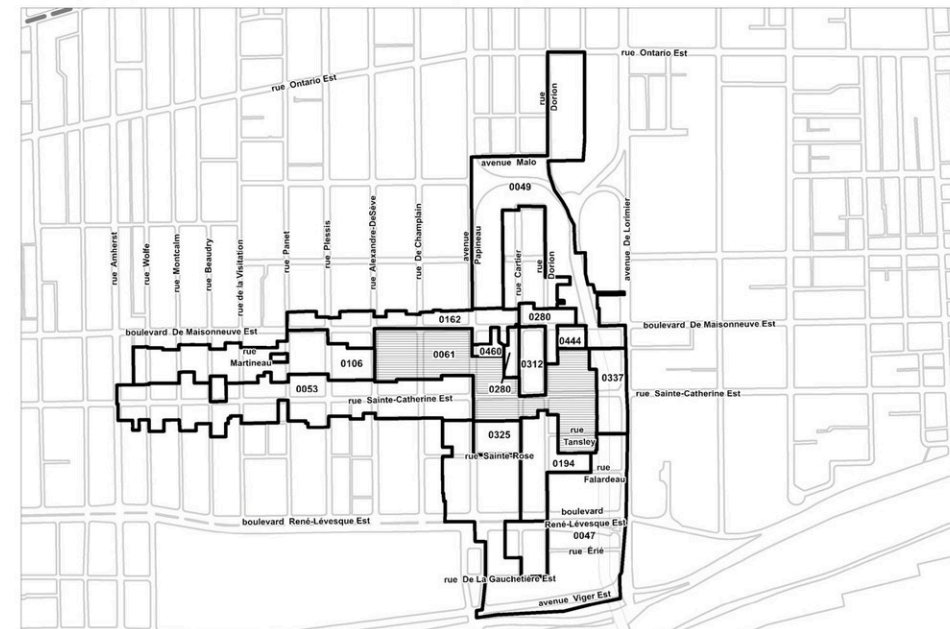


### ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

1. Les personnes intéressées sont priées de noter que le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, à sa séance du 13 mars 2018, a adopté, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), les premiers projets de résolution dont la description suit :

- a) Résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, et ce, en dérogation notamment aux articles 9 et 43 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatif, entre autres, à la hauteur maximale en mètres et en étages et à la densité – pp 374 (dossier 1170607010) ;

Ce projet particulier vise la zone et les zones contiguës ci-après illustrées :



## PERSPECTIVES

ÉTATS-UNIS

## Des promotions contestées à la sécurité nationale

Les nominations de Mike Pompeo et Gina Haspel dans des postes-clés devront passer le test du Sénat

Donald Trump a procédé cette semaine à un remaniement partiel de son équipe de sécurité nationale. Tandis que le manque d'autorité de Rex Tillerson laisse le département d'État exsangue, les nominations de Mike Pompeo à la tête de la diplomatie et de Gina Haspel à la direction de la CIA soulèvent des préoccupations.

MARIE-CHRISTINE BONZOM  
à Washington

« Je suis près d'obtenir l'équipe que je veux », a lancé Donald Trump quand il est apparu sur la pelouse de la Maison-Blanche pour expliquer le remaniement. Du reste, le *Washington Post* croit savoir que le président s'apprête à limoger aussi son conseiller pour la sécurité nationale, le général H. R. McMaster.

Cependant, il revient au Sénat d'approuver ou non les nominations de Mike Pompeo et de Gina Haspel. Or, leur promotion aux postes cruciaux de ministre des Affaires étrangères et de directeur de l'Agence centrale de renseignement suscite de nombreuses critiques.

Si Mike Pompeo était confirmé dans ses nouvelles fonctions par le Sénat, il serait en effet le premier secrétaire d'État à avoir dirigé la CIA. Il est d'autant plus proche des milieux du renseignement qu'il a siégé à la commission de la chambre chargée de superviser les agences d'espionnage.

De son côté, Gina Haspel est appelée à devenir la première femme à diriger la CIA, où elle commença sa carrière comme espionne. Mais elle est impliquée dans les fameux « sites noirs » de la CIA et dans la torture autorisée par le président George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001. M<sup>me</sup> Haspel dirigeait l'un de ces sites en Thaïlande, où des membres présumés d'al-Qaïda subirent le supplice dit de la baignoire (ou simulacre de noyade). En 2002, elle contribua à rédiger la note de service ordonnant la destruction des vidéos des interrogatoires pratiqués sur le « site noir » en Thaïlande.

« Haspel serait une tache sur la démocratie américaine si le Sénat approuvait sa nomina-

tion », a déclaré au *Devoir* Andrew Bacevich, colonel à la retraite, professeur d'histoire diplomatique et militaire à l'Université de Boston, auteur d'ouvrages sur la politique étrangère américaine.

« Quant à Pompeo, c'est un faucon ultra ; à ses yeux, le monde est rempli de menaces et d'ennemis que les États-Unis doivent affronter », déplore Andrew Bacevich.

## « Source d'inquiétude »

Pour sa part, une ancienne porte-parole du département d'État qui s'exprime auprès du *Devoir* sous couvert de l'anonymat estime que la nomination d'un patron de la CIA à la tête de la diplomatie est « une source d'inquiétude ».

« Au plus fort de la guerre froide, il y avait confusion entre les activités diplomatiques et celles de la CIA ; il faut donc qu'il y ait une répartition des rôles claire comme de l'eau de roche entre département d'État et CIA, il faut aussi que Pompeo comprenne bien la nécessité de cette séparation des fonctions et des personnels », ajoute-t-elle.

Au Sénat, les nominations de Mike Pompeo et de Gina Haspel seront évaluées par la

« Il y a urgence, le moral du personnel n'a jamais été aussi bas, la diplomatie américaine et le gouvernement Trump ont perdu un temps précieux »

Commission des affaires étrangères, dont l'approbation n'est pas acquise, surtout en ce qui concerne Gina Haspel, puisque les républicains n'ont qu'une majorité d'un siège à la commission et que certains d'entre eux soulèvent des objections.

Le libertarien Rand Paul, candidat à la présidence en 2016, est ainsi le premier membre ré-



Mike Pompeo pourrait devenir le premier secrétaire d'État à avoir dirigé la CIA. Quant à Gina Haspel, elle est appelée à devenir la première femme à mener la CIA dans l'histoire de l'agence.



SAUL LOEB AFP / ASSOCIATED PRESS VIA CIA

publicain de ladite commission à annoncer qu'il votera contre les deux candidats. John McCain, lui, exprime des réserves à propos de Gina Haspel, mais il soutient Mike Pompeo, bien que le patron de la CIA ait, en tant que député, dénoncé la fermeture des « sites noirs » et la loi de 2015 qui interdit la torture des détenus et dont M. McCain est l'auteur.

Si la nomination de Mike Pompeo était approuvée par les républicains et les démocrates, comme lors de sa nomination à la CIA en janvier 2017, il prendrait les rênes d'un département d'État exsangue et démolé par une atmosphère délétère marquée par un ministre Tillerson incapable de s'affirmer face au président Trump, par le départ de nombreux diplomates et fonctionnaires de carrière, ainsi que par un objectif de réduction des effectifs de 8% et du

budget de 30% en 2018 et 2019. Selon Andrew Bacevich, la priorité de Mike Pompeo doit être de « définir la direction de la politique étrangère des États-Unis et tenir ce cap ».

## Beaucoup à faire

L'ancienne cadre du département d'État interrogée par *Le Devoir* est d'accord pour dire qu'il y a beaucoup à faire au ministère. « Il y a urgence, le moral du personnel n'a jamais été aussi bas, la diplomatie américaine et le gouvernement Trump ont perdu un temps précieux », dit-elle.

Selon cette ancienne porte-parole du département d'État, la sécheresse avec laquelle M. Tillerson a été renvoyé reflète, de la part de Donald Trump, « une absence totale de respect, y compris envers la fonction même de secrétaire d'État ». Toujours selon elle, Mike Pompeo devra donc « éduquer le président » sur la nécessité de la diplomatie et sur le travail des diplomates au quotidien. Sur le

fond, les États-Unis doivent « construire et reconstruire des alliances, y compris avec leurs amis les plus anciens ».

Au fil de sa carrière, le général James Mattis, aujourd'hui ministre de la Défense, a martelé que, malgré leur hyperpuissance militaire, les États-Unis doivent s'investir dans la réussite de la diplomatie. « Si le département d'État n'est pas financé à plein, je dois acheter plus de munitions », avait expliqué en 2013 le général, alors chef d'état-major interarmes, à un Congrès républicain déjà désireux de couper les vivres aux Affaires étrangères. En visite dans la zone de démarcation entre les deux Corées en octobre dernier, M. Mattis a souligné que le règlement des tensions entre Washington et Pyongyang passe par la diplomatie, pas par la guerre.

L'ancienne porte-parole du département d'État qui s'exprime auprès du *Devoir* pense que Donald Trump et Mike Pompeo doivent s'inspirer du

général Mattis. « Si le président Trump se soucie vraiment de nos troupes, il lui faut déployer un grand effort diplomatique car, quand la diplomatie ne fonctionne pas, ce sont nos soldats qui en subissent les premières conséquences », observe-t-elle.

Mais Mike Pompeo n'est pas connu pour avoir la fibre diplomatique. La Corée du Nord et l'Iran figurent « parmi les menaces qu'il voit partout », dit Andrew Bacevich. Avant de devenir patron de la CIA, il a prôné le bombardement de l'Iran. « Pompeo s'est déclaré favorable à un changement de régime en Corée », note aussi le professeur Bacevich.

Le secrétaire d'État que Donald Trump a désigné est un interventionniste, au moment même où le président américain prépare une rencontre potentiellement historique avec son homologue nord-coréen.

Collaboratrice  
*Le Devoir*

FRANCE

## Suffira-t-il au Front national de changer de nom ?

Plus que l'avenir du parti, c'est peut-être celui de Marine Le Pen qui est aujourd'hui en cause

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant  
à Paris

C'est une première. Jeudi, Marine Le Pen a appelé les électeurs du Front national à voter pour le candidat du parti Les Républicains lors des élections législatives partielles qui auront lieu à Mayotte les 18 et 25 mars. La présidente du Front national n'aura donc pas attendu une semaine avant de mettre en application le nouveau mot d'ordre du congrès tenu la semaine dernière et destiné à la remettre en selle : celui du rassemblement des droites. Le « Rassemblement national » est d'ailleurs le nouveau nom qu'elle souhaiterait donner à son parti si cette appellation était avalisée par les adhérents.

Mais, il y a loin de la coupe aux lèvres. Il n'y a pas si longtemps, en effet, le Front national clamait sur tous les toits que Les Républicains et le Parti socialiste, c'était la même chose. Après la déconfiture de l'entre-deux-tours, où Marine Le Pen a explosé en plein débat télévisé, et le départ de son principal conseiller, Florian Philippot, le récent congrès a donc acté le changement de stratégie.

Difficile en effet de ne pas voir qu'ailleurs en Europe, les partis d'extrême droite ont de plus en plus accès au pouvoir en participant à des coalitions. C'est aujourd'hui le cas dans une demi-douzaine de pays, comme l'Autriche, le Danemark et la Finlande. La récente élection italienne, où la Ligue est arrivée en tête au sein d'une alliance des droites, qui a elle-même dominé le vote, est venue souligner le paradoxe français : avec plus de 30% du vote au second tour de la présidentielle en 2017, le FN, qui siège à côté de la Ligue au Parlement européen, semble toujours aussi loin de participer un jour à un gouvernement.

## Briser le cordon sanitaire

Aussitôt le congrès du FN terminé, le nouveau président des Républicains, Laurent Wauquiez, s'est en effet empressé d'affirmer qu'« il

n'y aura jamais d'alliance avec Marine Le Pen ». Ce qui n'empêche pas, ajoute-t-il, « de parler aux électeurs du FN ». Seul le député LR et ancien ministre Thierry Mariani a plaidé pour un « rapprochement ». Mais il « ne représente que lui-même », a estimé le politologue Pascal Perrineau dans *Libération*. Notons pourtant que personne chez Les Républicains n'a réclamé son exclusion.

Les sympathisants du FN ont beau être 71% à se déclarer favorables à « un accord électoral national » avec Les Républicains aux élections européennes de 2019, l'union des droites théorisée par l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy Patrick Buisson semble toujours aussi improbable. Alors que les discours des Républicains sur l'immigration, le protectionnisme et l'Europe sont de plus en plus proches de ceux du FN, ce dernier ne semble toujours pas en mesure de briser le cordon sanitaire dressé depuis toujours autour de lui. Loin de penser à une alliance, Wauquiez semble plutôt déterminé à profiter de la position de faiblesse du FN afin de lui rafler des voix. Comme l'avait fait Nicolas Sarkozy en 2007.

Pour Jérôme Fourquet, s'allier au FN demeure toujours « un aller sans retour ». Dans *Libération*, le politologue expliquait que, pour avoir un effet, le changement de nom du FN « aurait dû aller de pair avec une évolution stratégique ». Or, comme celle-ci semble impossible, le changement se résume pour l'instant à une opération de marketing.

## Le fantôme de Marion

Plus que l'avenir du FN, c'est peut-être surtout celui de Marine Le Pen qui est aujourd'hui en cause. Le spécialiste de la communication Arnaud Benedetti a vu dans le récent congrès du FN l'enfermement de Marine Le Pen « dans une logique de perdante ». Comme si la présidente n'arrivait pas à se relever de son échec dramatique au débat d'entre-deux-tours. Résultat, elle apparaît de plus en plus cernée à la fois par Laurent Wauquiez, qui chasse ouvertement



PHILIPPE HUGUEN AGENCE FRANCE-PRESSE  
Marine Le Pen apparaît de plus en plus cernée à la fois par Laurent Wauquiez et par sa nièce Marion Maréchal-Le Pen.

sur ses terres, et par sa nièce Marion Maréchal-Le Pen. Malgré son retrait de la vie politique en mai dernier, personne ne doute plus des ambitions politiques de cette dernière. Surtout depuis son intervention très remarquée, le mois dernier, à la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC) à Washington.

Selon le dernier baromètre Elabe fait pour le quotidien économique *Les Échos*, à 28 ans, Marion Maréchal-Le Pen fait partie des cinq personnalités politiques préférées des Français. Près de 7 sur 10 d'entre eux pensent qu'elle serait mieux en mesure que sa tante de représenter le FN à la prochaine présidentielle, révèle un autre sondage fait pour *Le Figaro* et France-Info. Chez les sympathisants du FN, cette proportion atteint presque 50%. La popularité de Marion Maréchal-Le Pen débordait largement à droite puisque 84% des sympathisants LR di-

sent la préférer à Marine Le Pen.

La semaine dernière, au congrès, la rivalité entre les deux femmes était palpable. Ceux qu'on appelle déjà les « marionnistes » auront remarqué que la présidente s'est empressée de verrouiller la direction du parti. On y remarque l'absence de quelques-unes des étoiles montantes du FN proches de Marion Maréchal-Le Pen, comme Antoine Mellies et François de Voyer. Pressenti pour prendre la tête des élections européennes, Nicolas Bay est perçu comme le représentant de la ligne plus conservatrice et moins antieuropéenne de Marion Maréchal-Le Pen. Quant à Gilbert Collard, élu grâce au soutien de cette dernière, il n'a pas craint d'exprimer son désaccord sur le nouveau nom du parti.

## On s'active à droite

Les grandes manœuvres ne sont pas encore au rendez-vous, mais les observateurs constatent tout de même que l'on s'active à la droite de la droite. Le chef du petit parti gaulliste Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, qui s'était rallié à Marine Le Pen au second tour, vient de créer une plateforme appelée Les Amoureux de la France. On y retrouve l'ancien candidat à la primaire de la droite et du centre Jean-Frédéric Poisson, ainsi que la députée de l'Hérault, Emmanuelle Ménard, épouse du maire de Béziers, Robert Ménard. Ces mouvements annoncent-ils un prochain branle-bas de combat ?

Selon Louis Aliot, membre du bureau exécutif du FN, les alliances viendront plutôt de la base lors des prochaines municipales, pas des états-majors. Attention, dit Jérôme Fourquet, le logiciel du FN « a fait ses preuves sur le plan électoral. S'il est loin des perspectives qui semblaient lui être offertes avant la présidentielle [...], on aurait tort d'enterrer une nouvelle fois le FN ». La guerre qui déchire la droite depuis 30 ans n'est donc pas terminée.

*Le Devoir*

# ÉDITORIAL

JAGMEET SINGH

## Le poids du passé

Le leader néodémocrate Jagmeet Singh affiche fièrement son appartenance à la religion sikhe. Mais cela va-t-il plus loin? Avant de se lancer en politique fédérale, il a participé à des événements organisés par des partisans d'un État sikh indépendant, le Khalistan. Ces révélations du *Globe and Mail* ont provoqué une pluie de questions sur le jugement du jeune chef.

**L**n octobre 2017, peu après son élection, Jagmeet Singh fait face à Terry Milewski sur le plateau de *Power and Politics*, de la CBC. Le journaliste chevronné, qui a couvert la tragédie d'Air India en 1985, lui demande s'il approuve que des temples sikhs affichent des photos de Talwinder Parmar, le cerveau présumé de l'attentat qui a fait 329 victimes.

M. Singh esquisse la question et dit ignorer qui est responsable de ce drame. Deux commissions d'enquête ont pourtant identifié M. Parmar comme l'homme derrière le pire acte terroriste de l'histoire canadienne. L'échange provoque des remous, certains accusent M. Milewski de racisme et s'adressent à l'ombudsman de CBC, qui donnera raison au journaliste étant donné les prises de position passées de M. Singh.

L'affaire s'est vite essoufflée, mais au cours des derniers jours, le *Globe and Mail* a fait état d'événements indépendantistes auxquels M. Singh a participé alors qu'il était député ontarien. En 2015, à San Francisco, il s'est adressé à un rassemblement de partisans du Khalistan et a marché avec eux. En 2016, à Londres, il a participé à un séminaire avec deux partisans de l'indépendance sikhe, dont un jeune militant qui disait que le recours à la violence politique pouvait être justifié dans certaines circonstances.

À ces deux occasions, M. Singh n'a pas appuyé la violence, ni exprimé son soutien à l'indépendance du Khalistan. Le fait qu'il ait accepté d'y participer l'a cependant mis sur la défensive. Il a répondu par écrit au *Globe*, puis a publié une lettre et, voyant que cela ne suffisait pas, a donné une enfilade d'entrevues. Il a répété sur toutes les tribunes qu'il rejette toute forme de violence et condamne le terrorisme en toutes circonstances. En entrevue, il a déclaré qu'il reconnaissait M. Parmar comme le responsable de l'attentat d'Air India et qu'il était inacceptable qu'on l'honore dans les temples.

Il a refusé de se prononcer sur la création d'un État sikh indépendant, un projet populaire au sein d'une frange de la diaspora sikhe mais dont le soutien s'est pratiquement évanoui au Pendjab. M. Singh juge que la décision revient aux sikhs indiens, dont il respecte le droit à l'autodétermination, une position qu'il défend aussi dans le cas du Québec. (Ce qui fait tiquer au Canada anglais.) Il maintient qu'il continuera de participer aux événements indépendantistes où on l'invitera afin, dit-il, d'inciter ceux qui ont la rage au cœur à canaliser leur énergie vers des actions positives.

Il est normal que le chef du NPD défende les préoccupations de sa communauté puisqu'il la comprend intimement. Presque tous les députés issus d'une communauté immigrante, religieuse, culturelle ou autre, en font autant. La diversité de représentation est nécessaire, mais ce qu'on attend de tous ces élus est qu'ils relaient les revendications locales de leurs commettants, pas les combats politiques de leur terre natale.

Le danger pour les politiciens, y compris M. Singh, est de se laisser aspirer par cette politique de la diaspora (*diaspora politics*, ou politique transnationale). C'est malheureusement la tentation à laquelle cèdent trop d'entre eux pour glaner quelques votes, au point d'influer sur leurs choix politiques, en particulier en matière de politique étrangère.

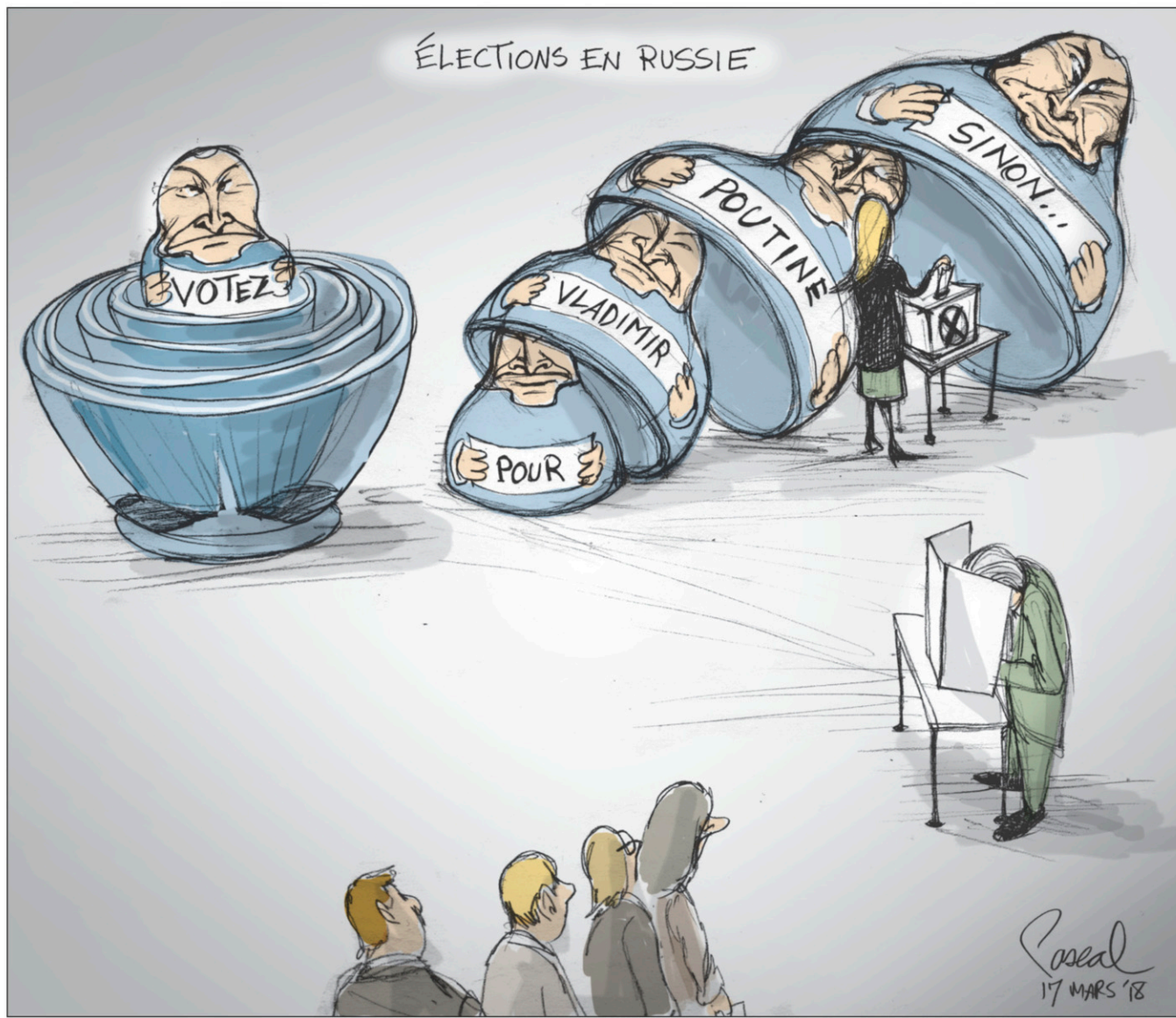
On l'a vu tout récemment quand le chef conservateur Andrew Scheer a annoncé qu'il reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël. Ou dans le dossier ukrainien sous le gouvernement Harper. Ou encore lors de ce voyage en Inde du premier ministre Justin Trudeau, qui compte dans son caucus 16 députés de religion sikhe, dont quatre siègent au cabinet.

Ce n'est pas parce que Jagmeet Singh est sikh qu'il doit répondre avec clarté aux questions soulevées. Le flou de ses premières réponses sur l'extrémisme sikh et sa participation passée aux événements indépendantistes ainsi que son intention mal avisée de continuer de le faire l'exigent. Il a le devoir de dissiper toute ambiguïté sur ce que serait son éventuelle politique étrangère, en particulier à l'égard de l'Inde, et de démontrer qu'elle serait au service des intérêts canadiens.

### LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 &gt; FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES  
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN  
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
 Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN  
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS  
 Adjoint PAUL CAUCHON, VÉRONIQUE CHAGNON, VALÉRIE DUHAIME, LOUIS GAGNÉ, JEAN-FRANÇOIS NADEAU,  
 DOMINIQUE RENVY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



### LETTRES

#### Feu les classes sociales?

Le discours de la gauche postmoderne semble avoir laissé complètement tomber les notions de classes sociales et de disparités de revenus. L'homme-blanc-hétérosexuel tant houspillé constituerait donc, s'il fallait en croire ses adeptes, une sorte d'entité uniforme avec un échantillonnage allant de milliardaires comme Bill Gates ou Alain Bouchard à un prestataire de la sécurité du revenu. Est-ce sérieux? Et comment les suivre dans leur explication purement discursive sur la construction des groupes «racisés»? Dans la construction de la représentation négative du jeune Noir habitant le quartier Saint-Michel à Montréal, n'y a-t-il pas un contexte socio-économique sous-jacent qui produit et reproduit la petite criminalité et le racisme? Sans doute un marxisme primaire qui a longtemps dominé a-t-il laissé peu de place au sort spécifique des femmes, des immigrants et des minorités sexuelles. Mais, est-ce que ce réductionnisme postmoderne ne gomme pas toute la complexité des rapports de domination et d'exploitation dans une société en oubliant les classes sociales? Et est-ce que ce discours postmoderne issu des universités américaines ne correspond pas à l'incapacité de la société américaine elle-même à mettre en place une véritable redistribution des richesses?

**Christian Harvey, directeur de la Société d'histoire de Charlevoix La Malbaie, le 14 mars 2018**

#### Égalité de traitement

Des médecins en ont assez de faire les manchettes avec leur salaire sans qu'on souligne au passage leur professionnalisme et leur dévouement. On peut les comprendre. Ils ont travaillé très fort pour en arriver là où ils sont. Ils n'ont pas volé leur place. Il est bien malvenu de les critiquer personnellement.

Malgré tout, une fois la reconnaissance accordée, le public n'a pas tort d'éprouver l'impression qu'ils ont été choyés par le système actuel pendant que la majorité, elle, a dû faire des sacrifices. Pensons seulement au monde de l'éducation, aux malades et aux autres travailleurs de la santé. Je demeure convaincu que c'est cette inégalité de traitement qui constitue le fond de la hargne, bien plus que les salaires élevés, même si parfois on peut sourcilier: «174 médecins ont facturé plus d'un million de dollars à l'État en 2014» (*L'actualité*, 9 décembre 2015). Il n'y aurait pas grand monde qui s'en offusquerait si tout le monde avait obtenu sa juste part. Or, ce n'est pas le cas.

Le malaise est même ressenti par le regroupement des Médecins québécois pour le régime public (MQRP). Ce regroupement a lancé une pétition dénonçant les récentes hausses de rémunération négociées par leurs fédérations médicales. Ils sont maintenant 900 à l'avoir signée.

C'est ce qui est choquant: voir le gouvernement actuel contribuer grandement à creuser les inégalités sociales.

**René Bolduc**  
 Québec, le 14 mars 2018

#### Prévisible pétition à contre-courant

Le parc du Mont-Royal est traversé en son milieu par une voie de transit automobile fort achalandée. La nouvelle administration Plante, élue avec un programme de mobilité durable, souhaite couper ce lien en bloquant le transit au milieu du sommet de la montagne. Faut-il se surprendre de cette pétition de 25 000 signatures réclamant une consultation préalable? Les automobilistes ne céderont jamais volontairement du terrain, et rien ne changera jamais si on ne fait que les écouter. La mobilité durable, comme tout autre virage en faveur de l'environnement, exige des sacrifices personnels, et les objectifs poursuivis ne s'atteignent pas simplement en brandissant une pancarte dans une manif. Alors oui à la scission de la voie (trop) rapide Camilien-Houde-Remembrance. On devrait même réfléchir à augmenter la desserte en transport collectif du mont Royal et à en reboiser le stationnement au sommet. C'est un parc après tout.

**Luc Le Blanc**  
 Montréal, le 13 mars 2018

### LIBRE OPINION

## La francophonie se décolonise

MICHEL GOURD  
*L'Ascension-de-Patapédia*

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, la francophonie est de plus en plus africaine. Un monde francophone nouveau est en train de naître. Il est beau, jeune, intelligent et africain.

Le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, a été reçu à l'Élysée le 6 mars par le président français, Emmanuel Macron. Les deux hommes y ont affirmé qu'ils voulaient donner un nouveau souffle à la francophonie. Ils n'ont pas précisé les moyens qu'ils comptent déployer, mais on attend un important discours du président le 20 mars prochain, Journée internationale de la Francophonie. Lui et Philippe Couillard considèrent que l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) n'est plus vraiment opérationnelle. En retard sur les événements, Emmanuel Macron tente actuellement de relancer la réflexion sur la francophonie.

Le gouvernement français a longtemps utilisé l'OIF pour prolonger son influence. Mais, privé de ses racines africaines avec Michaëlle Jean, l'Organisation n'est plus que l'ombre d'elle-même et impuissante à influencer les crises sur ce continent. Ce n'était pas le cas dans le passé, avec l'ex-président du Sénégal Abdou Diouf et avant lui l'ex-secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, tous deux issus du monde politique africain. La francophonie n'est plus en

2018 la continuation de la politique étrangère française dans ses anciennes colonies. La France est le pays francophone qui a le plus laissé de côté la francophonie. La nouvelle francophonie s'est donc développée sans la France.

Selon le dernier rapport de l'OIF, publié en 2014, on sait qu'il y a environ 274 millions de personnes parlant français dans le monde, dont 212 millions en font un usage quotidien. Ils sont dans 84 États et gouvernements. Il y a aussi environ 125 millions de personnes qui apprennent actuellement le français. Le français vient déjà au cinquième rang des langues le plus parlées au monde et est l'une des langues officielles de 57 États dans 29 pays. Si l'anglais est la langue des affaires, le français est la langue de la diplomatie. De plus, c'est la quatrième langue d'Internet et la troisième langue des affaires. C'est aussi la deuxième langue parlée sur les cinq continents, utilisée par des organisations internationales, et c'est la plus apprise dans le monde. [...]

#### Nouveau centre de gravité

Après la France, la République démocratique du Congo (RDC) est le pays qui compte le plus de francophones. Cette langue y est parlée par 56% des 87 millions d'habitants. Si on additionne toutes les populations francophones de l'Afrique, en commençant par les 33 millions de la RDC, on obtient plus de 121 millions de locuteurs du français en 2014. C'est plus que les 63 millions de Français et même que les

119 millions de francophones européens (sans le Royaume-Uni). Cela fait de l'Afrique le nouveau centre de gravité naturel du français. La francophonie devient donc de moins en moins un instrument politique au service de la France, qui profitait de ces pays pour rayonner à l'extérieur. Exemple de cette situation: une auteure de la République démocratique du Congo, Tina Ngal, a récemment écrit une lettre ouverte au président Emmanuel Macron. Son questionnaire la fait remonter aux origines de la francophonie politique et au roi François Ier. Elle y livre un plaidoyer pour une francophonie pragmatique en marche vers un renouveau et plus ouverte aux défis africains.

Ce recentrage de la francophonie sur l'Afrique ne serait qu'un commencement. Toujours selon l'OIF, le nombre de francophones dans le monde augmentera de 274 à 700 millions de 2014 à 2050 et pourrait atteindre les 767 millions en 2060. Il y aurait plus de 85% de ceux-ci qui vivraient en Afrique à cette date. «Le français bénéficie de la croissance démographique des pays d'Afrique subsaharienne», disait à ce sujet Abdou Diouf. Les colonies qui étaient dominées par la France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles prennent leur revanche au XXI<sup>e</sup> et pèseront près de huit fois son poids démographique après 2050.

La décision d'Emmanuel Macron d'amorcer une «réflexion autour de la langue française et de la francophonie» arrive donc tard. La

francophonie institutionnelle est de plus en plus une chose du passé. À sa place surgit une nouvelle francophonie composée des populations colonisées qui ont adopté la langue et la culture françaises. Les pays créés par l'expansion coloniale française dépassent déjà la France en nombre de locuteurs et, en raison de la différence des taux de natalité, cette situation va fortement s'amplifier au cours des prochaines décennies.

Alors qu'Emmanuel Macron soutenait début mars que parler anglais renforce la francophonie, qui dit cette francophonie dit de moins en moins la France. Comme le rapport des francophones à leur langue change selon que l'on soit Français, Togolais ou Québécois, les orientations de la francophonie doivent le faire aussi. Si, en France, la langue française n'est absolument pas menacée, ce n'est pas le cas au Québec. Le fossé est particulièrement profond entre Emmanuel Macron et les francophones minoritaires du Canada, qui eux ne considèrent pas du tout que de parler anglais renforce la francophonie. Dans ces régions, c'est plutôt de cette manière que le processus d'assimilation se poursuit. Par ailleurs, au Togo et dans plusieurs pays africains, la langue de Molière est la clé pour le développement économique.

Désormais, la langue française est africaine et le sera de plus en plus au cours des prochaines décennies qui viendront. Elle peut maintenant aider le décollage économique de l'Afrique.

## IDÉES

## La musique a-t-elle un avenir au Québec ?

COMITÉ DE SAUVEGARDE  
DE L'ÉCOLE DE MUSIQUE  
DE VILLA MARIA\*

L'annonce a été brutale. Une secousse aussi violente qu'inattendue dans le petit monde des arts. Le 17 janvier 2018, la direction de l'école Villa Maria annonçait qu'elle fermerait le 30 juin sa prestigieuse école de musique. Pour des motifs budgétaires douteux et mal argumentés, elle aura jeté à la rue dix-huit de ses plus brillants professeurs et privé presque 200 élèves de leur programme, suscitant la colère de centaines de parents.

Mais tandis que le conflit s'intensifie sur le campus, cette décision inacceptable pose à la société québécoise des questions plus fondamentales. À l'heure où l'on redécouvre les vertus pédagogiques de la musique, fermer nos programmes et nos écoles est un geste absurde qui nous fragilise et nous appauvrit comme collectivité. Sans doute, mesurés à l'actualité nationale et internationale, ces faits passeront-ils aux yeux de plusieurs pour un événement minuscule, sinon dérisoire. Et pourtant... Le cas de Villa Maria n'est pas unique, et confirme sur la durée l'érosion lente et dramatique des formations musicales réputées au Québec.

Le fait rappelle à notre société que non seulement la vitalité, mais l'existence et même la survie de la culture, de sa culture, demeurent une

réalité fragile si l'on n'y prend pas garde. Il lui demande aussi où elle place ses valeurs, celles que des générations, des communautés, des milieux différents ont en partage, qu'ils soient tournés vers le baroque, le jazz ou le rap. Il l'interroge enfin sur son histoire et son identité faite d'influences diverses et, risquons ce mot, peut-être même sur son destin. Car, à force de décisions de ce genre, motivées par un esprit étroitement comptable, on est en droit de se demander si la musique a encore un avenir au Québec.

## Un patrimoine vivant

Depuis sa fondation en 1854 par les sœurs de la Congrégation Notre-Dame, l'école Villa Maria offre dans ses murs des leçons de musique privées, aujourd'hui ouvertes aussi bien aux élèves qui suivent leur scolarité dans l'établissement qu'au grand public. Il s'agit là de l'une des plus anciennes formations musicales à Montréal, au Québec et probablement même au Canada. C'est à ce patrimoine, riche de presque 165 ans, consacré par de nombreux prix et de longues carrières, qu'il nous est demandé à tous de renoncer, artistes et public, amateurs et professionnels, élèves et professeurs.

Or ce patrimoine n'est pas destiné à être contemplé en silence dans un musée pour témoigner du passé. Il est vivant, il se transmet de jour en jour avec passion et rigueur. S'il faut cinq ans de dur labeur pour que naisse un(e) apprenti(e) violoniste, qu'arrivera-t-il lorsque d'autres écoles de musique, d'autres programmes disparaîtront les uns après les autres? Que de-

viendront les élèves qui souhaitent poursuivre en ce domaine, en faire une vocation? Une fois que le bassin sera définitivement tari, faudra-t-il fermer à leur tour les départements de musique de nos cégeps et universités? Nos salles de concert peut-être? Quels artistes écouterons-nous demain qui nous éveilleront, nous enchanteront, nous transformeront?

En France, les ministères de l'Éducation nationale et de la Culture ont décidé l'an passé d'introduire la « rentrée en musique ». En Grande-Bretagne, une école de Bradford accueillant une population très défavorisée a mis sur un cursus musical renforcé et a atteint, contre toute attente, des taux de réussite comparables à la moyenne nationale. Et que dire des nombreux projets, activités et partenariats mis en place à l'initiative des orchestres de Montréal et du Québec, de l'importance qu'ils accordent aux programmes musicaux et de leurs bienfaits reconnus dans l'enseignement?

Tous les signes le montrent: la musique sera appelée à occuper une place de plus en plus importante dans l'école du futur. La place qui lui revient de droit mais que nous avons ignorée par des choix aberrants. C'est cette école-là que nous tous, signataires de cette lettre, défendons aujourd'hui.

\* Cette lettre est signée par près de 130 personnalités, dont Yannick Nèzet-Séguin et l'Orchestre Métropolitain, Natalie Choquette, Michel Rivard, Luc De Larochelière, Michel Côté et Oliver Jones (liste complète sur nos plateformes numériques).

## Singh et le séparatisme sikh

KONRAD YAKABUSKI



Jagmeet Singh n'avait que cinq ans en 1984, lorsque le gouvernement indien d'Indira Gandhi a ordonné la descente de l'armée au Temple d'or d'Amritsar, le lieu le plus sacré des sikhs, pour chasser les séparatistes qui avaient semé la violence dans l'État du Pendjab. L'attaque a causé la mort de Jarnail Singh Bhindranwale, un leader séparatiste. Des milliers de combattants et civils sikhs ont été tués durant le règne de terreur de l'armée qui avait suivi l'assassinat de M<sup>me</sup> Gandhi quelques mois plus tard. Pour beaucoup de gens, dont Jagmeet Singh, il s'agissait d'un génocide.

Jagmeet Singh est né au Canada et a grandi à Terre-Neuve et à Windsor, en Ontario. Il n'a pas vécu la persécution des sikhs dans le pays que ses parents ont quitté avant sa naissance. Toutefois, il dit avoir constaté, comme enfant, leur silence lorsqu'il les interrogeait sur leur passé. C'est seulement plus tard qu'il dit avoir compris pourquoi ils étaient si réticents à en parler.

Si ses parents n'ont jamais été des militants sikhs, Jagmeet Singh en serait devenu un, ou, à tout le moins, il ne se gênait pas pour les fréquenter. Comme le *Globe and Mail* l'a révélé cette semaine, celui qui est devenu le chef du Nouveau Parti démocratique en octobre dernier a participé à des rassemblements organisés par les séparatistes sikhs à San Francisco et à Londres, en 2015 et en 2016 respectivement. Bien qu'il n'ait jamais soutenu explicitement ni la cause séparatiste ni la violence de ceux qui appuient cette dernière, d'autres participants qui ont pris la parole à ces rassemblements l'ont fait. M. Singh ne s'était jamais distancié d'eux. Tout comme il n'avait jamais reconnu Talwinder Singh Parmar comme étant le responsable de l'attentat en 1985 contre un vol d'Air India en provenance de Montréal, lequel attentat avait causé la mort de 329 personnes, dont 268 citoyens canadiens, alors qu'une enquête officielle est arrivée à cette conclusion en 2010. Des accusations criminelles n'ont jamais été portées contre Talwinder Singh Parmar, puisque ce dernier est mort en Inde en 1992.

Pourquoi Jagmeet Singh a-t-il, jusqu'à cette semaine, passé sous silence les conclusions de cette enquête et refusé de dénoncer les propos des militants sikhs qui vénèrent ceux qui ont commis de la violence au nom de la cause séparatiste?

Serait-ce parce qu'il favorise lui-même la création d'un État indépendant sikh? Ou serait-ce une stratégie purement électorale de sa part pour courtoiser des militants sikhs au Canada, stratégie qui a déjà porté ses fruits durant la course à la chefferie néodémocrate et qui pourrait être utile au NPD afin de remporter des circonscriptions à forte proportion sikh lors des élections en 2019?

Les réponses qu'a données cette semaine M. Singh à ces questions sont loin d'être satisfaisantes. Bien qu'il ait enfin dit avoir accepté les conclusions de l'enquête sur l'attentat contre le vol d'Air India et qu'il ait condamné ceux qui l'ont perpétré, il continue de tenir un double langage qui reconforte les sympathisants de la cause séparatiste au Canada. « Certains dans la communauté sikh n'ont pas accepté le bilan officiel des événements, a-t-il écrit dans une lettre publiée au *Globe and Mail*. Bien que je puisse comprendre cette douleur, mon approche a été différente: j'ai toujours essayé de donner de l'espace à toutes les voix pour que nous puissions avancer ensemble vers la paix et la réconciliation. »

Les Canadiens ne sont pas dupes et, tôt ou tard, ils s'en rendent compte lorsque les politiciens ne leur donnent pas l'heure juste. Ils ne toléreraient surtout pas qu'un politicien qui veut devenir premier ministre du pays exploite un conflit étranger pour favoriser ses propres intérêts politiques ou électoraux. Le premier ministre Justin Trudeau l'a appris à ses dépens lors de sa visite funeste en Inde, un voyage qu'il avait entrepris en partie pour retenir l'appui les électeurs sikhs au Canada.

La situation de M. Singh est encore plus dérangeante, puisqu'il est allé beaucoup plus loin que M. Trudeau en ménageant ceux qui nient la vérité et préconisent la violence dans le but de faire du Pendjab un État indépendant. Son comportement n'est pas digne d'un chef politique canadien.

Bien des militants néodémocrates étaient au courant des fréquentations séparatistes de M. Singh avant qu'il ne devienne leur chef. Certains ont choisi de les ignorer. D'autres craignaient d'être traités de racistes s'ils les soulevaient. Mais ils devaient savoir que ce dossier reviendrait hanter M. Singh et le NPD jusqu'à ce que le chef prenne catégoriquement ses distances par rapport à cette cause, ce qu'il a commencé timidement à faire cette semaine.

Les probabilités que M. Singh devienne premier ministre en 2019 ont toujours été minces. Mais s'il ne rectifie pas rapidement ses propos, elles seront bientôt nulles.



GETTY IMAGES

À l'heure où l'on redécouvre les vertus pédagogiques de la musique, fermer nos programmes est un geste qui nous appauvrit comme collectivité.

## Mon fils Philippe aura 18 ans

DIANE CHÈNEVERT

Fondatrice du Centre Philou venant en aide  
aux enfants polyhandicapés, après 22 ans  
de carrière dans le monde des affaires

Pour la plupart des parents et des jeunes, 18 ans est synonyme de joie, de liberté, d'indépendance. C'est un passage à l'âge adulte. Pour nous, c'est plutôt un passage obligé. Philippe est un enfant polyhandicapé. C'est-à-dire qu'il a une déficience intellectuelle profonde et une déficience motrice sévère. Il ne parle pas, ne marche pas, ne s'alimente pas seul. Il est complètement dépendant d'une autre personne en tout temps. Philippe ne sera donc jamais un adulte. Je vous épargne la longue liste de soins et la lourdeur des tâches au quotidien.

Après 18 ans, je prends une pause. Je m'interroge. Je réfléchis.

Où en est rendue la société quant aux services fournis aux enfants lourdement handicapés? Tous les cris d'alarme des parents, l'encre des journaux, le travail acharné du secteur communautaire qui croule sous le poids des demandes d'aide; où en est la concertation des milieux? Qu'en est-il du financement des ressources, tant scolaires que sociales? Connaissons-nous la prévalence des enfants lourdement handicapés au Québec?

Commençons par la dernière question, puisque la réponse est facile: non. Il n'y a pas de recensement qui vaille, nous ne savons pas combien il y a d'enfants lourdement handicapés dans la province. Il n'y a même pas de consensus quant à la définition; on parle de cas lourds, multihandicapés, polyhandicapés, handicapés complexes, et d'autres qui sont tout ça à la fois.

Le mois dernier, une étude canadienne mentionnait que les données les plus récentes sur les enfants handicapés datent d'il y a dix ans et que trois des quatre enquêtes de population sur l'invalidité ne sont plus à jour. Les données de l'Office des personnes handicapées du Québec sont quant à elles diluées et inaccessibles. Ce

que l'on connaît, c'est la réalité. Ce que l'on sait, après avoir interrogé la direction des écoles spécialisées et consulté le Centre Philou, organisme pour enfants polyhandicapés, c'est que la clientèle ne fait pas qu'augmenter, elle s'alourdit. On se rend compte qu'il y a de plus en plus de jeunes polyhandicapés et qu'ils ont davantage de problèmes de santé ou d'exigences de soins complexes. Déjà, en 2008, une étude menée par la firme Sécor avait non seulement prouvé cet état de fait, mais souligné l'insatisfaction des parents quant à la prise en charge. Aujourd'hui, je suis atterrée de constater que nous en sommes au même point qu'il y a 30 ans! C'est inquiétant. Inacceptable. Une insulte à l'intelligence sociale.

## Prendre soin des plus vulnérables

Ce qui m'attriste le plus, c'est de voir encore les mêmes titres dans les journaux que ceux que je lisais à la naissance de Philippe et qui m'angoissaient profondément à l'époque. « Parents essoufflés implorant »; « Condamné à placer son enfant »; « Laissés pour compte »; « Liste d'attente pour prise en charge »; « Quand les proches n'en peuvent plus ». Je me disais qu'on exagérerait et que, dans une société civilisée, on prendrait soin de nos plus vulnérables, que c'était dans nos valeurs. On nous disait que c'était mieux pour l'enfant de demeurer à la maison et qu'une aide serait disponible. Malheureusement, les mots que je lis dans les articles de nos jours sont encore plus virulents: dégoûtant, révoltant, ignoble, honte, manque d'humanisme, laxisme, manque de cœur. C'est le reflet de l'exaspération qui perdure depuis des décennies...

La conjoncture présente contribue à créer une tempête parfaite: exigences croissantes envers les organismes communautaires, réduction des dépenses par les gouvernements et regard mystifié de l'entreprise privée qui est de plus en plus sollicitée et tiraillée. À titre d'exemple, malgré l'apport de 10 millions de dollars du secteur privé au Centre Philou depuis 12 ans, le gouvernement n'a contribué qu'à hauteur de 7%.

Certes, nous assistons ici à un magnifique partenariat privé-social, mais il manque un joueur important à l'équation. Pour qu'une société démocratique saine et responsable fonctionne, je suis d'avis qu'il doit y avoir un équilibre entre ces trois grands piliers: le social, le privé et l'État. Bien que le privé contribue souvent à faire avancer l'État, il ne devrait pas le remplacer dans ses responsabilités fondamentales. Tout comme l'État ne devrait pas profiter du communautaire pour faire le travail à sa place. Certains parlent de « cheap labour », moi, j'appelle ça de l'ignorance intentionnelle.

À l'aube de ses 18 ans, je ne veux pas dire à Philippe que je me bats depuis autant d'années que son existence, que je suis essoufflée, et qu'un jour on pourrait se retrouver côte à côte en CHSLD, mon enfant et moi. Il ne comprendrait pas de toute façon. [...] Je veux lui dire que, comme tout le monde, il a sa place dans la société, et qu'à même son fauteuil roulant, il a le pouvoir de la faire avancer. Que nous avons bâti ensemble une ressource nommée Centre Philou pour les « comme lui », qu'il a été le mentor de ma vie en me poussant à concrétiser cette entreprise d'économie sociale innovante et résiliente. Je veux aussi lui dire qu'il a fait réaliser à de nombreux parents que le repos était possible et souhaitable. Que le milieu des affaires s'est rallié derrière nous en un mouvement citoyen extrêmement généreux, que les leaders du Québec inc. nous font confiance et nous soutiennent financièrement. Qu'ensemble nous avons contribué à améliorer la qualité de vie de centaines de familles et qu'avec un peu d'aide, nous pourrions accueillir encore plus d'enfants en doublant les 2100 répits que nous offrons annuellement.

Il est grand temps que le 3<sup>e</sup> pilier essentiel, celui de l'État, se joigne au partenariat privé-social. Je fais donc appel à une volonté politique pour la croissance du Centre Philou et pour que toute la problématique entourant les enfants polyhandicapés au Québec devienne rapidement une priorité.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Robert Dutrisc, (éditorialiste), Michel Garneau et Pascal Élie (caricaturistes), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zuida (chercheur photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division et reporter), Stéphane Baillargeon (généraliste), Gérald Dallaire (pupitre), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Jean Dion (sports), Marco Fortier (éducation), Lisa-Marie Gervais (diversité), Pauline Gravel (sciences), Jessica Nadeau (éducation), Alexandre Shields (environnement); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Belati-Cirino et Marie-Michèle Sioui (correspondants parlementaires à Québec), Dave Noël (recherche), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec); information culturelle: Guillaume Bourgault-Côté (politiques culturelles), Julie Carpentier (pupitre), Fabien Deglise (livres), Catherine Lalonde (arts vivants), François Lévesque (écans), Caroline Montpetit (arts vivants); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Benoît Munger (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (chef de division et éditorialiste); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); cahiers spéciaux: Aude Marie Marcoux (responsable); équipe numérique: Laurence Clavel, Guillaume St-Hilaire et Geneviève Tremblay (pupitres); correction: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant (correctrices); soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (coordonnatrice à la rédaction), Jean-Philippe Proulx (commis); DOCUMENTATION Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa); PUBLICITÉ Charleyne Bachraty (adjointe au vice-président), Marlene Côté, Evelyn De Varennes, Amel Elmam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (directrices de comptes), Alain Tréhouit (directeur créativité média), Amélie Malais (commis aux arts légers), Alessandra Tantaló et Laurence Hémond (coordonnatrices publicitaires); PRODUCTION Caroline Desrosiers; PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Catherine Gentilcore (coordonnatrice marketing, communications et relations publiques), Sébastien Beaupré (coordonnateur service à la clientèle), Manon Blanchette, Caroline Filion, Nathalie Filion, Isabelle Sanchez (préposées au service à la clientèle); ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici (technicienne comptable), Véronique Pagé (responsable du crédit).

# LE DEVOIR DE PHILO

## Un réseau de la santé soumis à une forme perverse d'autorité

Pour Gérard Mendel, le pouvoir autocratique de Gaétan Barrette s'appuierait sur un modèle d'« auto-autorité » imposé aux professionnels

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

MICHEL PARAZELLI  
Professeur-chercheur à l'École de travail social de l'UQAM

Les controverses entourant les frasques du ministre québécois de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, au regard de son style de gestion représentent une occasion de réfléchir sur les rapports de pouvoir qui tendent à s'imposer dans l'administration publique. À ce titre, le fondateur de la psychanalyse, Gérard Mendel (1930-2004) aurait attiré notre attention non seulement sur la personnalité autocratique de ce ministre qui mine la démocratie de nos institutions, mais surtout sur le type de rapports de pouvoir qu'il tente d'instaurer pour imposer une vision bien particulière du service public.

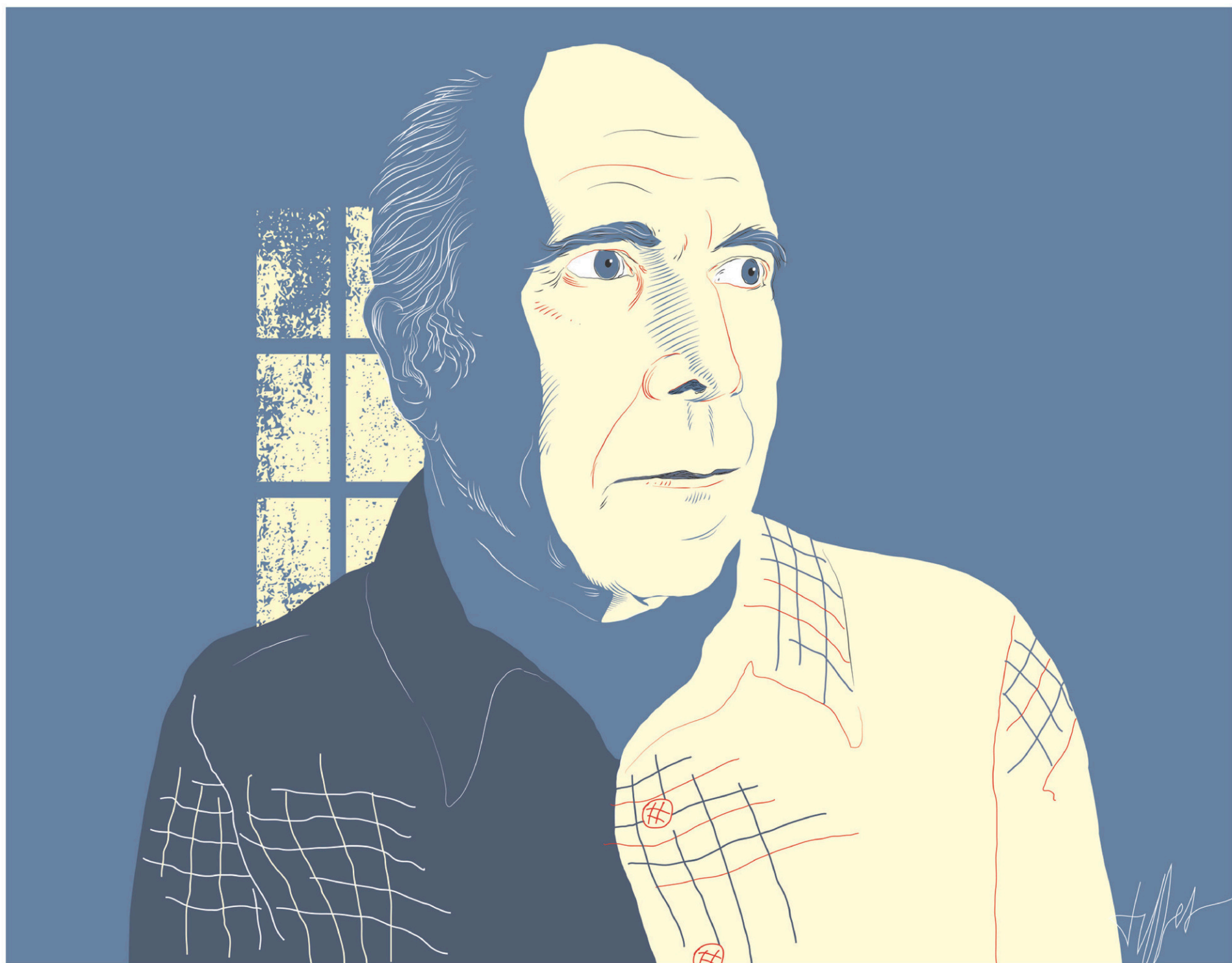
Mendel noterait que des rapports d'autorité spécifiques sont au cœur du mode de régulation de la réforme actuelle du réseau, d'autant plus que le ministre l'a déjà exprimé en ces termes un an après avoir mis en place législativement la réforme en 2015: « L'effet que je recherchais et que j'ai obtenu est d'avoir une autorité sur les réseaux. » Gaétan Barrette en est fier: aucun ministre avant lui n'avait pu parler à tout le réseau en embrassant d'un seul regard ses exécutants autour d'une table.

Psychanalyste et sociologue, Gérard Mendel a proposé des pistes théoriques originales sur le phénomène d'autorité ainsi qu'une méthode d'intervention permettant d'étudier le rapport de l'individu au collectif (social) et, en particulier, dans le monde du travail. Dans son ouvrage *L'acte est une aventure. Du sujet métaphysique au sujet de l'actepouvoir* (1998), il nous invite à considérer la dimension structurante du psychisme inconscient du sujet dans l'établissement de ses rapports sociaux où le phénomène d'autorité y ancrerait ses figures. Ses travaux sur l'autorité peuvent nous aider à mieux comprendre le processus menant à la dégradation des conditions de pratique et à l'augmentation de la souffrance au travail dont ont témoigné récemment des professionnels de la santé et des services sociaux.

### L'autorité n'est pas naturelle

On confond souvent l'autorité et la domination, entendue comme la subordination d'une volonté à une autre. Ce qui distinguerait l'autorité de la domination est l'élément de consentement à la servitude, qualifiée alors de volontaire, que le phénomène d'autorité réussit à obtenir, contrairement à la domination qui crée un rapport de pouvoir asymétrique de soumission involontaire favorisant la résignation ou la révolte. Suivant la définition d'Hannah Arendt, Mendel avance que l'autorité est une autre modalité du pouvoir qui s'imposerait actuellement au cœur des techniques de management que nous appelons la « nouvelle gestion publique » (NGP).

Dans son livre *Une histoire de l'autorité* (2002), Mendel montre que, si l'autorité a connu des transformations sociohistoriques, dont l'affaiblissement de



Psychanalyste et sociologue, Gérard Mendel a proposé des pistes théoriques originales sur le phénomène d'autorité ainsi qu'une méthode d'intervention permettant d'étudier le rapport de l'individu au collectif (social) et, en particulier, dans le monde du travail.



L'auteur est professeur-chercheur à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal.

certaines de ses figures classiques, telles que le paternalisme, elle n'a pas disparu pour autant. Pour lui, l'autorité est « la variété de pouvoir qui assure l'obéissance des subordonnés sans user de la force manifeste, de la contrainte physique, de la menace explicite, et sans avoir à fournir justifications, arguments, ou explications ».

Cette définition fait écho au concept de « servitude volontaire » de La Boétie, soit l'existence d'un rapport de pouvoir qui n'était pas que subi, mais aussi nourri par les personnes en situation de « subordination ». Mendel ajoute: « L'autorité en soi n'existe pas, elle n'est pas une idée ni une entité métahistorique, ni même une simple représentation psychologique. Elle est une formation sociale-psychologique qui a pris au cours des temps [...] des formes historiques diverses. » Le titre d'un de ses ouvrages majeurs — *La société n'est pas une famille* (1992) — évoque bien la part imaginaire de ce phénomène.

La dimension psychologique réside dans l'expérience de soumission à l'autorité que nous avons vécue au sein de la famille dès la petite enfance du fait de notre immaturité biologique et psychique (néoténie) et du désir de sécurité pouvant compenser la peur de l'abandon. Le problème est que cette soumission sera par la suite transférée aux diverses autorités sociales; ce rapport s'actualiserait à toute situation sociale qui accompagne un « grand » (patron, chef d'équipe) face à un « petit » (employé, usager). « C'est là très précisément que se situe le soubassement psychoaffectif commun à l'autorité et à la séduction: le risque, en cas de non-adhésion à la volonté du dominant, d'un retrait affectif qui réveille le sentiment abandonnique de manière angoissante », écrit Mendel. Mais, pour se soumettre volontairement, il faut croire que les bienfaits attendus ne peuvent être procurés que par cette figure d'autorité. Inversement, si la personne ne recon-

naît pas une autorité donnée comme crédible (légitime), elle ressentira l'injonction d'obéissance comme la force brute d'un pouvoir n'ayant pas de sens, s'apparentant ainsi à la domination.

### Faire croire à une meilleure gestion publique

Non seulement le ministre Barrette élimine un à un ses contradicteurs, mais il banalise l'augmentation de la souffrance au travail des professionnels du réseau. À l'automne 2016, un sondage rejoignant près de 7000 professionnels membres de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) indiquait que 58,6% des répondants présentaient un indice élevé ou très élevé de détresse psychologique au travail. Mais ne nous leurrions pas, ce n'est pas l'attitude autocratique du ministre qui crée cette dégradation des contextes de travail, mais la figure d'autorité sur laquelle il s'appuie pour obtenir l'obéissance des cadres et des professionnels. Il s'agit de l'autorité attribuée au scientisme des experts en management, ceux-là mêmes qui font la promotion du toyotisme ou de la méthode appelée *Lean Management*. Cette méthode demande à l'individu d'intérioriser l'injonction d'obéissance volontaire en faisant miroiter un travail de collaboration destiné à améliorer la productivité tout en faisant croire à l'amélioration des services.

À travers des mécanismes sociotechniques de gestion inspirés du monde des affaires, cette approche raffine les principes tayloriens de la production industrielle par une stratégie de gestion à distance. Il s'agit de contrôler

l'acte de travail à l'aide d'indicateurs quantitatifs de performance tout en limitant l'encadrement à un rappel des objectifs et à l'autonomie d'exécution. Le patron lui-même n'existe plus comme personne, mais comme rouage de l'immense mécanique scientifiquement réglée par des firmes externes qui viennent inspecter l'architecture organisationnelle afin d'éliminer le gaspillage de temps et d'énergie. La coordination est assurée par des équipes autonomes constituées d'un nombre restreint de salariés, à même de réaliser un large éventail de tâches qu'exige la production optimisée qui leur est imputable.

La responsabilisation accrue des salariés constitue l'une des plus importantes influences de ce mode de coordination axé sur l'autonomie et l'initiative. D'une part, elle contribue à augmenter la « déspecialisation », la polyvalence et la flexibilité des intervenants, qui sont de plus en plus accaparés par des tâches dans un flux incessant de production de services, sous surveillance informatique. D'autre part, cette responsabilisation procure une marge de liberté à l'équipe pour gérer seule le processus de production. Mais l'équipe n'a guère de prise sur les orientations de ce processus auquel on lui demande d'adhérer. On parle ici de conditions paradoxales de l'acte de travail que l'implication contrainte induit dans l'organisation.

### L'« auto-autorité »

Au cœur de ce nouveau mode de gestion, Mendel a identifié un procédé de sujétion psychologique qui est largement documenté par les psychosociologues du travail s'intéressant aux effets de nouvelles techniques de management sur les

employés: « Il est exigé de l'individu qu'il « se donne » toujours davantage à l'entreprise et qu'il lui offre volontairement certaines de ses ressources de sa personnalité jusque-là réservées au domaine de la vie privée. Il faut qu'elle devienne pour lui rien moins que l'« objet de son désir » et qu'il mette à son service son moi profond et sa « créativité ». »

Mendel évoque une nouvelle figure d'autorité, « l'auto-autorité »: « Les personnages que l'autorité concerne — le dominant et le dominé — se retrouvent maintenant tous les deux à l'intérieur du sujet. [...] À l'inverse, le rôle du dominant, jusqu'alors tenu par un personnage externe, se trouve maintenant, avec « l'auto-autorité », devoir être tenu par le sujet lui-même. » C'est une figure perverse de l'autorité qui ne dit pas son nom et qui crée des ravages psychologiques chez les professionnels. Sous peine d'être dépréciés ou de voir leur poste supprimé, ceux-ci tentent d'être à la hauteur d'attentes impossibles à satisfaire. Ce type de management rend périlleuses toutes formes d'opposition.

Ce rapport d'autorité intériorisée se répercute chez les usagers à qui l'on demande de se plier aux modalités technocratiques de service de façon à ne pas brouiller les statistiques de rendement de l'intervenant. Des usagers à qui on demande parfois d'éviter de recourir aux services, ce qui pourrait s'avérer le prélude à la privatisation du social et des services.

Des commentaires? Écrivez à Robert Dutriscac: [rdutriscac@ledevoir.com](mailto:rdutriscac@ledevoir.com). Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir de philo*: [www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo](http://www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo)

# LES PETITES ANNONCES



DEMEURES, OCCASIONS D'AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

petitesannonces@ledevoir.com

514.985.3322 1 800 363.0305

# CHARME & PRESTIGE

**ROSEMONT**  
**VISITE LIBRE**  
 Dim. 18 mars 14h à 15h30



**3280 Bellechasse**  
 Triplex sur 2 étages, grand RDC libre à l'acheteur avec sous-sol fini et garage. 1240\$ de revenus mensuel au 2<sup>e</sup>. À 2 pas du collège Jean Eudes.  
**619 000 \$ - CENTRIS # 22682378**

**PONT VIAU**



Bien situé, belle rue, un beau duplex, première vente depuis la construction avec 3 chambres à coucher fermées, sous-sol fini, garage, entretenu avec soin.  
**475 000 \$ - CENTRIS # 13422598**



**DANIELLE LANDRY**  
 514 281-5501  
 Courtier immobilier agréé,  
 Re/Max du Cartier



**VILLE-MARIE / CONDO**



Dernier étage avec mezzanine, construction 2011, extrêmement lumineux, avec 2 immenses terrasses privées, garage, 5 min à pied du métro et du parc Lafontaine.  
**369 000 \$ - CENTRIS # 24665526**

**LONGUEUIL / CONDO**



Au dernier étage de 2, 5 1/2, 2 cacs fermées, 1 1/2 SDB, A/C, super lumineux, avec terrasse et grand garage privé situé dans un croissant. À proximité des autoroutes et près des services.  
**259 000 \$ - CENTRIS # 13160679**

**REALTA**  
 agence immobilière

**FRANÇOIS BISSONNETTE**  
 courtier immobilier agréé

T 514 789 2889  
 realta.ca



**VISITES LIBRES**  
 dimanche  
 de 14h à 16h



**529 000 \$**

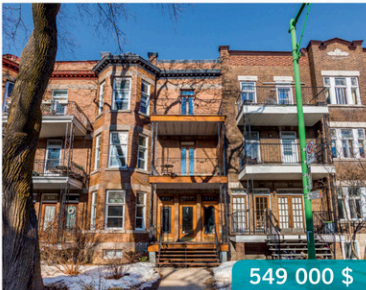
Ville Marie | 3982 Côte-des-Neiges, app. A53



**529 000 \$**

Outremont | 115 Côte-Sainte-Catherine, app. 903

**SUR RENDEZ-VOUS**



**549 000 \$**

Outremont | 633 Bloomfield



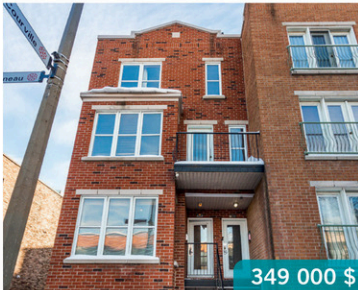
**735 000 \$**

Outremont | 812 Dollard




**799 000 \$**

Outremont | 90 Willowdale, app. 303



**349 000 \$**

Plateau | 4334 Papineau



**535 000 \$**

CDN | 3124 Fendall



**199 000 \$**

CDN | 3157 Édouard-Montpetit, app. 3



**529 000 \$**

Sud Ouest | 5133 Sainte-Marie



**549 000 \$**

Westmount | 295 Victoria, app. 101



**389 000 \$**

Chomedey | 3940 St-Martin



**399 000 \$**

Chomedey | 3846-3848 Du Souvenir



**449 000 \$**

Lachenaie | 887 Portneuf



**395 000 \$**

Villeray | 160 Gary-Carter, app. 401

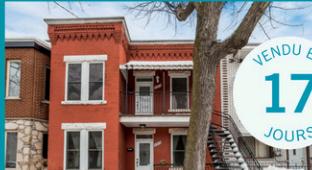
VENDU PAR  
**REALTA**

ÉQUIPE  
**FRANÇOIS BISSONNETTE**



VENDU EN  
**13**  
 JOURS

L'Assomption | 37 Perreault  
 229 000 \$



VENDU EN  
**17**  
 JOURS

Rosemont | 6317-6319 Drolet  
 725 000 \$



VENDU EN  
**20**  
 JOURS

Rosemont | 5686-5688 Des Érables  
 599 000 \$



VENDU EN  
**33**  
 JOURS

Plateau | 5417 Garnier  
 299 000 \$

Carrières & professions

1 2 3  
 SERVICES

1  
 PRIX

**LE DEVOIR**  
 LIBRE DE PENSER

514.985.3313

# LES PETITES ANNONCES



DEMEURES, OCCASIONS D'AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

petitesannonces@ledevoir.com

514.985.3322 1 800 363.0305

# CHARME & PRESTIGE

**DIMANCHE 18 MARS 13H30 - 14H30**

**MATÉRIAUX HAUT-DE-GAMME**

**2740**

**OUTREMONT** 980 av. Pratt  
895 000\$ — courtier: Vigen Endinian

**REFAITE À NEUF EN 2014**

**2630**

**MONT-ROYAL** 328 av. Trenton  
1 549 000\$ — courtier: Daniel Beauchemin

**PRÈS DES ÉCOLES ET UDeM**

**1130**

**CÔTE-DES-NEIGES** 5854 place Decelles #16  
209 000\$ — courtier: Pierre-Yves Lamarre

**ENTIÈREMENT RÉNOVÉ**

**2880**

**OUTREMONT** 88-90 av. McNider  
1 699 000\$ — courtier: Marc Fragman

**DIMANCHE 18 MARS 15H00 - 16H00**

**ENTIÈREMENT RÉNOVÉ EN 2017**

**3110**

**CÔTE-DES-NEIGES** 3119 av. Brighton  
729 000\$ — courtier: Vigen Endinian

**CONDO DE LUXE**

**2130**

**OUTREMONT** 831 av. Rockland #302  
1 695 000\$ — courtier: Pierre-Yves Lamarre

**DUPLEX TRÈS BIEN SITUÉ**

**2500**

**CÔTE-DES-NEIGES** 5580-5590 Place de Campden  
779 000\$ — courtier: Patricia Hamelin

**GRAND TERRAIN**

**2730**

**CÔTE-DES-NEIGES** 2840 av. Douglas  
889 000\$ — courtier: Daniel Beauchemin

**COTTAGE EN RETRAIT**

**1290**

**CÔTE-DES-NEIGES** 4976 av. Ponsard  
998 000\$ — courtier: Marc Fragman



**CE DIMANCHE TROUVEZ VOTRE PROPRIÉTÉ**

Consultez les fiches détaillées au [Bardagi.com/](http://Bardagi.com/) [code de 4 chiffres]

Contactez-nous :  
**514 700-2237**  
[Bardagi.com](http://Bardagi.com)

**DATE À RETENIR**  
BARDAGI ÉQUIPE IMMOBILIÈRE ET VILLE DE MONT-ROYAL VOUS INVITENT À  
**VMR BOUGE POUR GUÉRIR**

DATE  
**2 JUIN**  
LIEU  
**PARC MOHAWK**  
VILLE DE MONT-ROYAL

RE/MAX du Cartier GB. Agence immobilière, franchise indépendant et autonome de RE/MAX du Cartier 1290, avenue Bernard Ouest, bureau 100, Montréal, Québec H2V 1V9

**MÉGA VISITE LIBRE AUX DAUPHINS 5 CONDOS DIMANCHE 18 MARS**  
PLATEAU | 3535 AVENUE PAPINEAU | MONTRÉAL |

**FACE AU PARC LAFONTAINE, PRÈS MÉTROS ET SERVICES**  
Les Dauphins sur-le-Parc figurent parmi le nec plus ultra du patrimoine montréalais. Qualité de vie en plein cœur du Plateau, prestige, vue spectaculaire, piscine, gym, saunas...  
Choix de condos 4 1/2, 5 1/2, 10 1/2 et Penthouse.

**LUCIE RICARD** COURTIER AGRÉÉ RE/MAX ALLIANCE, AGENCE IMMOBILIÈRE **514 386-9804** VOIR MES PROPRIÉTÉS LUCIE RICARD RE/MAX QUÉBEC

**QUARTIER CITÉ DU HAVRE AHUNTSIC**

**Pino Giuseppe Giancaspro**  
514.826.0606  
Remax Alliance GG inc  
[www.pinoremax.com](http://www.pinoremax.com)

**2380 Av. Pierre-Dupuy, app. PH2**  
Penthouse spectaculaire au centre-ville va vous couper le souffle! Vues impressionnantes sur le fleuve aux 4 coins. Entrée privée, sécurité 24hrs. 4 garages.  
**CENTRIS # 10147811**

**12248 rue Filon**  
Nouveau cottage haut de gamme à Ahuntsic, près du Boul. Gouin. Tout fini, 4 chambres à coucher, garage et grand cour. Prix abordable.  
**CENTRIS # 21553431**

**TRIPLEX À AHUNTSIC!**  
**NOUVEAU**

Vie de quartier, tout y est! Promenade Fleury à 2 pas. Superbe RDC, sous-sol, 6 chambres, chic cuisine, harmonie de cachet et de modernité. Cour sud-ouest clôturée, garage, 2 logements de 4 pièces à l'étage.  
**CENTRIS # 24065409**

**Danielle Themens 1-855-353-3456**  
Courtier immobilière agréée DA  
[www.daniellethemens.com](http://www.daniellethemens.com)

**ROSEMONT**  
VISITE LIBRE dimanche 18 mars 14h à 16h

**NOUVEAU PRIX**  
**6836, 6<sup>e</sup> AVENUE**  
Élégant appartement aux lignes épurées sur deux étages. Deux terrasses. Stationnement privé. Un oasis de paix à découvrir.  
**789 000 \$ - CENTRIS # 27916852**

**Pascal LeTourneau**  
COURTIER IMMOBILIER  
cell. 514.865.9818  
bur. 514.271.4820  
[pascalletourneau.com](http://pascalletourneau.com)

**LAC BROME**

**UN COIN DE CAMPAGNE** près du centre de Knowlton, et une résidence tout confort au design traditionnel, sous-sol aménagé et véranda enveloppante. Terrain privé 1+ acre, piscine creusée, jardin d'eau. À courte distance de la plage et du club de golf. **689 000**

**TRIPLEX PLATEAU MONT-ROYAL**

Merveilleusement situé et paysagé, ce chaleureux et lumineux triplex, soigneusement entretenu, est un coup de cœur assuré. Coin Fullum / Gifford, en face d'un parc et de tous les services, il n'attend plus que vous.  
**899 000 \$ - Du proprio #789375**  
**438 499-3472 / 514 951-2980**  
[capveranda@yahoo.ca](mailto:capveranda@yahoo.ca)

**QUÉBEC - SECTEUR BEAUPORT**

Propriété centenaire UNIQUE, plafond haut, plancher de bois magnifique, foyer, charme et cachet. Terrain de 13 700 pc. Possibilité 4 chambres, 2 bureaux, 2 ateliers, 2 salles de bains, et plus. Revenu à l'étage.  
**599 000\$ - MLS # 24138626**

**Lynn Beaudet - 418.928.3638** Courtier immobilier, Via Capitale Élite

**BOLTON-EST**

**HÂVERE DE PAIX** dans la région touristique d'Orford, Owl's Head, Lac Memphrémagog. Maison lumineuse, design contemporain, 3 chambres, 3 1/2 SDB, garage, piscine creusée, vue des montagnes, 6+ acres. Accès rapide à l'Autoroute 10. **795 000 \$**

**LOIS HARDACKER 450 242-2000**  
[www.loishardacker.com](http://www.loishardacker.com)  
Ctr. imm. Agrée, Royal LePage Action, Agence Immobilière

**Vous êtes à la bonne adresse**  
[mariescotte.com](http://mariescotte.com)

**Marie Sicotte**  
COURTIER IMMOBILIER  
Groupes Sutton Centre Ouest  
**514 953 9808**  
[marie@mariescotte.com](mailto:marie@mariescotte.com)

**WESTMOUNT**  
68 Crois. Forden - 2 795 000 \$  
Emplacement de choix à côté du Parc Murray. Entièrement RENOVÉE!  
**MLS # 19289530**

**WESTMOUNT**  
3206 Boul. The Boulevard - 2 675 000 \$  
Bijou architectural à quelques pas des meilleures écoles de la ville : St-Georges, ECS, The Study...  
**MLS # 10313661**

**CENTRE-VILLE**  
2 Chelsea Place - 2 250 000 \$  
Magnifique maison de ville de 5 CAC, rénovée, située au cœur du Mille Carré Doré avec grande terrasse.  
**MLS # 26576267**

**WESTMOUNT**  
1 Parkman Place - 1 095 000 \$  
Condo complètement rénové de 3 CAC au Village Victoria!  
**MLS # 9566079**